

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction et publicité
CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél. 02/627.68.68 - Télécopie 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Site du mouvement laïque:
<http://www.laicite.be>

ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre
Directeur: Patrice Darteville

Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production et administration:

Fabienne Sergoyne

Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Darteville, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Jules Louis, Andrée Masson, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervort.
Documentaliste: Anne Cugnon
Impression: Massoz s.a., Liège

Abonnements:

Pour 10 numéros:
Belgique: 18 €, Étranger: 26 €
Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 20 €, Étranger: 32 €
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Education et du Pilotage interréseaux. Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

En couverture: Cours de danse au Palais de la culture de Volsky. Photo: X. Gillio. Notre dossier À l'Est, du nouveau - pages 4 et suivantes.

S o m m a i r e

Éditorial

Un étrange conformisme – Patrice Darteville 3

Dossier: À l'Est, du nouveau

Cap à l'Est – Pascal Martin	4
Les héritiers de la Tchécoslovaquie – Pascal Martin	5
Avant le «grand saut» – Bruno Drweski	7
Les paradoxes roumains – Christian Preda	9
Bulgarie: de la transition à la réconciliation – Antony Todorov	11
Mot de passe: «Myzikanti» – Nathalie Melis	13
Russie, par temps de gel – Jean-Marie Chauvier	14
Un mélange efficace – Nicolas Bárdos-Feltoronyi	17

Enseignement

Une «logique» évangélisatrice – André Goldberg	19
La philosophie et les pouvoirs philosophiques – Thierry Demblon	20

Europe

La nécessaire institution du mariage civil – Jacques Huynen	22
---	----

Religion

Les kamikazes de l'Église – L'entretien de Jean Sloover avec Réginald Dumont	24
--	----

Monde

La drogue dans tous ses États – Sergio Carrozzo	26
---	----

Idées

Non des dieux, mais la fraternité – Patrice Darteville	28
--	----

Culture

Fascinants Aztèques! – Olivier Swingedau	29
Deux «romans initiatiques» – Jean Charlier	30
Amadouer la mort – Ben Durant	31

Les lecteurs nous écrivent

Agenda	32
--------	----

Agenda	34
--------	----

prochain dossier

Sommes-nous bien dans notre assiette? Notre dossier de mars tentera de répondre aux nombreuses questions que pose l'acte de se nourrir, mais aussi d'expliquer les nouvelles tendances. Mange-t-on n'importe quoi, avec n'importe qui et n'importe où? Michel Verlinden, Philippe Coulée, Jean Poirier, Alain Dierkens, Jacqueline Kelen... vont évoquer notre assiette dans tous ses états: goût, santé, tradition, mode... Il y en aura pour tous les goûts!

Un étrange conformisme

L'annonce par les raéliens de la naissance d'Ève, clone de sa mère, le 27 décembre, a renouvelé comme on pouvait s'y attendre, le réflexe pavlovien d'opposition au clonage humain, généralisé à travers le monde sous l'influence du conservatisme spontané de trop d'êtres humains et celui, invétéré des Églises.

Que l'affaire soit revendiquée par un groupe religieux non conformiste n'a fait qu'ajouter à l'hallali général. La responsable raélienne, Gisèle Boisselier, souvent dénigrée par la presse et les universitaires, était responsable en second de la recherche dans une société de la taille d'Air Liquide et elle a été licenciée parce que raélienne¹. On paie toujours le prix de l'intolérance.

On ironise sur la renonciation par Raël aux tests génétiques susceptibles de démontrer la réalité du clonage mais quand une action est intentée pour soustraire le bébé à sa mère s'il est cloné, il faudrait de l'héroïsme à celle-ci pour se soumettre publiquement à des tests². En attendant, le débat est biaisé et perturbé par l'incertitude sur les faits.

Il ne faut cependant pas s'imaginer que le clonage humain serait reporté à un avenir hautement incertain et indéfini. N'en déplaise aux bien-pensants, il s'en produira dans les prochains mois, avec ou sans Raël.

Le mépris de la science et du progrès.

J'ai déjà dit mes réticences vis-à-vis de la dénonciation générale du clonage humain³. Force m'est maintenant d'approfondir et de préciser l'argumentation.

Certes les scientifiques font état de risques importants. Je leur fais confiance mais ils seraient plus crédibles s'ils montraient moins d'empressement à condamner le clonage reproductif et à exiger des conditions d'expérimentation sur l'humain qui n'ont pas eu cours pour l'insémination artificielle du sperme du donneur ou la fécondation *in vitro*⁴. Les vrais jumeaux sont équivalents à des bébés clonés. Chose moins connue, on a tenté des naissances par parthogénèse en France, il y a cinquante ans. Même doute qu'aujourd'hui sur la réalité des faits mais un cas est resté troublant⁵ et plus personne n'en a plus parlé ensuite... tout simplement parce que de tels processus ne sont pas destinés à remplacer massivement le mode naturel de reproduction.

Les raéliens sont de curieux religieux. Ils se proclament athées et sont des matérialistes tout à fait basiques. Ils croient dur comme fer qu'un enfant cloné est la duplication d'un être humain. C'est le seul point d'accord avec leurs adversaires. Ceux-ci aussi font des moulinets en nous annonçant des armées de clones à la dévotion automatique d'un créateur tyrannique et démoniaque. C'est tout confondre dans les deux cas. Un des rares intervenants raisonnables dans le débat, Michel Revel, président du comité de bioéthique de l'Académie des sciences d'Israël et membre du comité de bioéthique de l'Unesco le dit clairement : «Deux vrais jumeaux ne sont pas une même personne dupliquée; leurs capacités cognitives montrent une corrélation de 50%, haute il est vrai mais laissant 50% à la liberté façonnée par l'éducation, l'environnement et l'expérience personnelle de chacun... Les gènes donnent des

prédispositions mais on ne peut cloner ni la personnalité ni l'âme humaine... Un autre, même mon jumeau, ne peut pas être moi-même, et bien moins me rendre immortel!». Dire autre chose, c'est confondre individu cloné et robot télé-guidé⁶.

Un autre élément est la méfiance vis-à-vis de la science. Le sens du progrès est moribond. Tant pis pour nous! Il faut le courage du *Council for Secular Humanism* américain pour défendre, depuis 1997, les droits de la recherche scientifique en matière de clonage. Avec tristesse, il dit constater que son texte n'a été distribué que par les raéliens⁷.

Voilà où nous mène le fondamentalisme contemporain où invoquer la nature, le naturel est jugé convaincant, comme le voulait Jean-Jacques Rousseau. Comme si par mille procédés, nous n'avions plus depuis quelques siècles, contenu, contrarié ou transformé des données «naturelles» bien peu favorables à l'espèce humaine.

La droite religieuse

Les religions sont ici à leur affaire: elles font valoir une fois de plus leur aversion du progrès tout en dénonçant une secte.

Aux États-Unis, le débat est intense dans chaque État⁸. Si la Californie a interdit dès 1997 le clonage reproductif, elle autorise le thérapeutique. Elle est imitée par trois États, mais le Michigan et l'Iowa ont interdit et le clonage thérapeutique et le clonage reproductif.

En fait, la droite religieuse est derrière tout cela (par les temps qui courent, cette droite religieuse est dominante...) parce que le clonage, quel qu'il soit, implique la destruction de l'embryon lors du prélèvement des cellules souches. C'est donc un avortement.

Dès lors, et avec un apparent paradoxe, si aux États-Unis, le vote des lois d'interdiction du clonage est limité à quelques États, c'est à cause de cette politique du tout ou rien de la droite religieuse.

Au Kentucky, le vote du projet de loi interdisant toutes les formes de clonage a donné lieu à des scènes poignantes: des députés en larmes ont plaidé en faveur des membres de leur famille que la recherche fondée sur le clonage thérapeutique pourrait sauver. Ils ont eu gain de cause. Mais le président Bush veille et a tenté de faire voter à nouveau une loi fédérale d'interdiction qui s'imposera aux États.

L'archevêque de Paris parle de «droits fondamentaux et immuables de la personne humaine» pour justifier l'interdiction du clonage. Il parle de la «symbolique humaine de la paternité» (pour la maternité, ça le tracasse moins) et ne cache pas que cette symbolique «a partie liée avec la révélation chrétienne du mystère de Dieu et de la vocation divine de l'homme»⁹.

Comment les laïques peuvent-ils assister sans réagir à ce consensus absurde et organisé ? Comme le dit Édouard Deluelle, il n'y a même pas de quoi paniquer!¹⁰

Patrice Darteville

¹ *Le Monde*, 29-30 décembre 2002.

² L'intolérance est telle que l'éditorial non signé du *Monde* du 5-6 janvier 2003 – qui engage le journal – va jusqu'à imaginer que l'avocat qui a réclamé la sous-traction du bébé à sa mère est un agent de Raël.

³ Patrice Darteville, «Quand Dieu est mis au placard», *Espace de Libertés* 295 (novembre 2001), p. 14, où un sortilège informatique a maintenu sans raison les lignes 31 (Timidité...) à 36 de la colonne 1.

⁴ Jean-Yves Nau, qui n'est pas favorable au clonage doit bien l'admettre in «Cloner ou engendrer», *Le Monde* du 7 janvier 2003.

⁵ André Pichot, «Qui se souvient de M. J. ?» *Le Monde* du 28 décembre 2002.

⁶ Michel Revel, «Pour un clonage reproductif humain maîtrisé», *Le Monde* du 4 janvier 2003.

⁷ Cf. *Free Inquiry* vol 23, n°1, hiver 2002/2003, dossier «The new Bioethics, Defending Cloning and Stem Cell, Research Against Faith-Based Curbs» par R. T. Hull et T. Flynn.

⁸ Yves Eudes, «Aux États-Unis, l'activisme religieux entretient le vide juridique», *Le Monde* du 28 décembre 2002.

⁹ *Le Monde* du 8 janvier 2003.

¹⁰ *Le Soir* des 4 et 5 janvier 2003.

Voir aussi le dossier «Le clonage humain», *Espace de Libertés* n°295, novembre 2001.

Cap à l'Est

L'Est n'est pas monolithique. Et d'abord qui est à l'Est? De Prague à Budapest et de Bratislava à Varsovie, la réponse est invariable: «ici, c'est le centre, l'Est c'est la Russie». Les Occidentaux ont trop souvent tendance à considérer les pays qui se trouvaient autrefois de l'autre côté du rideau de fer comme une réalité homogène. Successivement, la guerre froide puis les tractations liées à l'adhésion européenne ont plaqué sur nos imaginations l'image d'un monde à part, fondu en une même destinée qui voudrait que l'on pense et vive de la même manière en Bohème occidentale, en Transdanubie ou en Mazurie. C'est évidemment absurde, mais encore faut-il offrir des éléments concrets au bon sens pour dépeindre cette formidable mosaïque. C'est l'objectif que poursuit ce dossier.

Depuis la chute du Mur, les pays d'Europe centrale et orientale n'ont jamais cessé de ressentir l'onde de choc de ce qui fut un véritable séisme. La transition vers l'économie de marché reste difficile et les crises de paiement devraient se multiplier dans les années à venir. L'accession à l'Union européenne, même vue à terme comme un gage de régularisation pour les nouveaux États membres, soulève des craintes ici et là. Le sort qui sera immanquablement fait aux petites exploitations agricoles polonaises pour ne citer qu'elles, annonce l'impressionnante et douloureuse métamorphose d'un pays avec lequel il faudra compter demain. Pour d'autres comme la Roumanie, handicapée par une économie au bord de l'asphyxie et une classe politique en manque de reconnaissance européenne, la partie sera plus difficile encore.

En novembre dernier, l'élargissement à l'Est de l'OTAN a modifié la donne géopolitique mais aussi économique.

Car en se mettant sous le parapluie atlantique, les sept nouveaux adhérents deviennent aussi un lieu privilégié pour des multinationales à la recherche de nouveaux marchés. Les implications sur les industries locales, sur la consommation ou sur le travail seront énormes.

L'Europe centrale et orientale ne craint pas les paradoxes et le moindre n'est pas d'assister depuis plusieurs années déjà au retour des communistes à la barre de certains États. Édulcorés ou modernisés, ils affirment être capables de mener à bien la grande transition vers la démocratie libérale et se refont une virginité auprès de la jeunesse. Ils alimentent aussi les bizarries de l'Histoire. N'est-il pas étrange et amusant de voir aujourd'hui un président communiste côtoyer en Bulgarie un premier ministre qui fut aussi roi?

L'année 2003 sera largement dominée par l'actualité des pays d'Europe centrale et orientale. Les référendums sur l'adhésion européenne vont s'y dérouler en cascade. Deux d'entre eux apparaissent déjà cruciaux. La consultation hongroise du 12 avril prochain, parce qu'elle donnera le ton aux autres impétrants. Le référendum polonais, parce qu'il n'est pas sans risque malgré la «victoire» conquise par Varsovie à Copenhague en décembre dernier.

C'est encore vers l'Est que regardent les plus audacieux d'entre nous. Ils imaginent déjà l'Europe trouver ses apaisements en incluant les pays balkaniques, s'interrogent sur le bien-fondé d'admettre à leur table la Turquie et rêvent parfois d'aller jusqu'à Vladivostok, de s'unir à une Russie qui se laisse aller à croire en une nouvelle révolution bolchevique... Toujours un peu plus à l'Est. ■

Pascal Martin

Les héritiers de la Tchécoslovaquie

Le 1^{er} janvier 1993, la République tchèque et slovaque se coupe en deux pour satisfaire le nationalisme des uns et des autres. Ni bruit de bottes, ni psychodrame. Dix ans plus tard, le divorce tchécoslovaque est plutôt bien vécu par les deux ex. Bien sûr, il y a des remords et des regrets.

Concernant le dixième anniversaire de la partition tchécoslovaque, j'ai deux anecdotes. Toutes deux slovaques.

La première se passe dans une grosse bourgade répondant au nom de Vrbobce, adossée aux Carpates blanches et entrée dans l'histoire parce qu'en 1993, la République Tchèque et la Slovaquie s'y disputèrent un hameau qui finit par revenir à Bratislava. En octobre dernier, j'ai rencontré le maire de Vrbobce dont la fougue nationaliste avait attiré, dix ans plus tôt, tous les reporters de la planète. Un autre drame à la yougoslave était peut-être en train de se jouer là, sur les berges de la Morava... À un moment donné, l'éidle, perdu dans ses pensées, a fini par lâcher à demi-mot: «C'était tout de même bien la Tchécoslovaquie. Il faut espérer que l'adhésion à l'Union européenne effacera la frontière qui nous coupe des Tchèques».

La seconde anecdote se déroule un mois plus tard, au poste-frontière de Brodské. Un douanier slovaque m'y engueule vertement parce que je n'ai pas payé la vignette autoroutière. Il me demande de garer la voiture et m'appelle dans son bureau où il veut me taxer de cinquante euros. Je lui en donne quinze. Ni justificatif, ni vignette: il glisse l'argent dans sa poche.

Des regrets d'un côté, la corruption de l'autre: tout n'est pas rose dans l'ex-Tchécoslovaquie, même s'il va de soi qu'on est loin des cris d'alarme lancés lors de la division du pays, alors que l'ex-Yougoslavie s'enflammait. Dans son évaluation du 9 octobre 2002, la Commission pointait la corruption comme l'une des tares majeures de la République tchèque et de la Slovaquie, plus ou moins meurtries par le passage à l'économie de marché. Carences et retards n'ont cependant pas empêché les deux pays, parmi les mieux cotés des impétrants européens il faut tout de même le souligner, d'obtenir à Copenhague leur laissez-passer pour l'Union. Et c'est tant mieux.

Une «Trabu» à Prague en 1993.

Histoire d'une séparation

Mais revenons dix ans en arrière. Nous sommes en juin 1992, les élections législatives viennent d'avoir lieu. Les premiers ministres tchèque et slovaque, Vaclav Klaus et Vladimír Mečiar, négocient une partition que l'un et l'autre en fait souhaitent. Ils parviennent à un accord le 27 août, à Brno. Le 24 novembre suivant, les parlements tchèque et slovaque approuvent les traités régissant les relations à conserver entre les futurs États. Le lendemain, le Parlement fédéral adopte le projet de loi de partition et vote sa propre disparition. Le 1^{er} janvier 1993, la République fédérale tchèque et slovaque cède la place à deux États distincts: la République tchèque, dont la population est alors de 10,3 millions d'habitants, et la Slovaquie deux fois moins peuplée. Le peuple n'a pas été consulté. Pourtant, une pétition de deux millions et demi de signatures a réclamé un référendum.

La chute du rideau de fer est à l'origine de cette séparation à l'amiable. La fin du régime communiste en 1989 a logiquement été accompagnée de réactions nationalistes et d'un désir d'autonomie, surtout en Slovaquie où se manifestent une rancœur contre les Tchèques, mais aussi un malaise créé par la présence de la minorité hongroise (10% de la population slovaque est d'origine magyare). Certains Tchèques désirent pour leur part se débarrasser de la Slovaquie qu'ils jugent moins prospère et moins bien équipée. Implantée après guerre pour aider l'est du pays à rattraper son retard, la lourde industrie slovaque s'essouffle. L'idée séparatiste se répand ➤

Vaclav Havel: «Aujourd'hui, les Tchèques et les Slovaques sont peut-être plus proches que jamais auparavant».

et devient manifeste en 1990 quand l'État tchécoslovaque prend le nom de République fédérale tchèque et slovaque. Trois ans plus tard, la partition «physique» n'a rien d'une surprise. Déjà président de l'État unitaire, Vaclav Havel démissionne le 20 juillet 1992, et est élu président de la République tchèque six mois plus tard. Les premiers ministres Vaclav Klaus et Vladimír Mečiar négocient les modalités de l'union monétaire et, le 8 février, deux unités monétaires distinctes sont créées: la couronne tchèque (CZK) et la couronne slovaque (SKK). Après 74 ans d'existence, la Tchécoslovaquie née de l'effondrement de l'empire austro-hongrois a vécu.

D'une république l'autre

Dix années se sont écoulées. Vaclav Havel en a fini avec la présidence tchèque et l'archange du nationalisme qu'est Vladimír Mečiar ne récolte plus suffisamment de suffrages pour participer au gouvernement de Bratislava.

Passer aujourd'hui d'une république à l'autre, écouter les langues, sentir les cultures, se laisser bercer par des musiques folkloriques rappellent que ce sont bien deux nations différentes qui choisirent un jour de se séparer à l'amiable. Surtout, le voyage permet de jauger les conséquences de la partition.

La liberté de circulation a souffert dans une certaine mesure du processus de séparation. N'est-il pas étrange, pour une personne vivant en Tchéquie et qui a de la famille en Slovaquie, de devoir passer une frontière, de changer son argent? Même s'il lui est possible de voyager seulement avec une carte d'identité, puisque les deux États ont adopté un régime frontalier spécial fondé sur une union douanière. D'autres facilités existent aussi, comme la reconnaissance des diplômes dans les deux pays.

L'écart qui se creuse entre l'est et l'ouest est un autre effet du divorce tchécoslovaque. Autrefois, les voyages étaient fréquents entre les deux républiques, beaucoup de Tchèques habitaient et travaillaient en Slovaquie et vice versa. Après la partition, les choses se sont compliquées. Les émissions communes des médias ont également disparu. La jeune génération, séduite par les sirènes anglo-saxonnes, se détourne de la langue du voisin. «Le slovaque est, pour moi, un autre bout de la langue tchèque, plus poétique, moins usé», a pourtant confié l'écrivain tchèque Ludvík Vaculík. Le poète surréaliste slovaque Albert Mareček nous en a dit autant de la langue tchèque.

Mais la plus grande différence entre les deux républiques réside dans le niveau de vie de la population. Il

suffit de prendre le cours des deux monnaies pour comprendre: il faut cent cinquante couronnes slovaques pour cent couronnes tchèques. Autre exemple: le salaire moyen d'un Tchèque est supérieur de plus de 20% à celui d'un Slovaque. Enfin, si la Slovaquie est un véritable paradis naturel, ses infrastructures boiteuses et une situation politique longtemps incertaine ont découragé bon nombre d'investisseurs étrangers. La belle ville de Bratislava fait un peu exception. Les salaires sont plus élevés, le chômage reste raisonnable - il dépasse largement les 20 % dans bon nombre de régions slovaques. C'est une petite île de prospérité où il fait bon vivre...

Le monde intellectuel a ses idées bien à lui sur le divorce tchécoslovaque. L'historien tchèque Jaroslav Rychlik veut ainsi dépasser les contingences quotidiennes, affirmant que les relations entre les Tchèques et les Slovaques sont désormais celles de partenaires égaux. Ce qui n'était pas le cas dans le cadre de l'État commun, fait de reproches mutuels... L'entrée de la Slovaquie dans l'Otan, acquise à Prague en novembre dernier, trois ans après celle de la République tchèque, a contribué à mettre un peu plus les deux pays sur le même pied d'égalité.

Adieu Vaclav Havel

Faut-il y voir un tournant? Le 1^{er} janvier, le Président Vaclav Havel a présenté ses vœux aux Tchèques... pour la treizième et dernière fois. Très calme et dépourvu d'émotions, il a commencé par évoquer le dixième anniversaire de la partition de la Tchécoslovaquie. Surprise pour certains: le «divorce» des deux peuples, Vaclav Havel l'a jugé, pour la première fois, positif: «Aujourd'hui, les Tchèques et les Slovaques sont peut-être plus proches que jamais auparavant», a-t-il commenté.

Pour la première fois depuis sa naissance, la République tchèque se dote d'un autre président. Le mandat de Vaclav Havel s'est achevé en effet le 1^{er} février. La Constitution prévoit que le nouveau président soit élu, non au suffrage universel, mais par les deux chambres du Parlement. Au moment de boucler cette édition, le successeur de Vaclav Havel n'était toujours pas connu, les partis politiques n'ayant pu s'entendre le 15 janvier sur un candidat suffisamment consensuel. Un second tour a eu lieu le 24 janvier. En vain. Un troisième round serait nécessaire. Seuls restaient alors en lice l'ancien premier ministre Vaclav Klaus du Parti démocratique civique (ODS, opposition) et le président démocrate-chrétien du Sénat, Petr Pithart. La périple a surtout mis en lumière les profondes dissensions qui règnent au sein du parti social-démocrate du premier ministre Vladimír Spidla. Il n'est pas inutile non plus d'ajouter qu'aucun des candidats présentés ne se montrait très chaud pour occuper la fonction libérée. Il était écrit qu'il ne serait pas facile de trouver une personnalité forte, voire charismatique, susceptible de faire oublier un Vaclav Havel, fût-il brocardé par ceux qui lui ont reproché ingérences et leçons de morale.

Les Tchèques ont traditionnellement beaucoup de respect pour la fonction présidentielle. L'image d'un président cultivé, érudit, humaniste et représentatif, qui ne soit vraiment lié à aucun parti politique, continue de les faire rêver. Élu en 1918, le premier président tchécoslovaque, Tomáš Garrigue Masaryk, incarnait cet idéal. Comme Vaclav Havel septante ans plus tard. ■

Pascal Martin

La Pologne après douze ans de transition

Avant le «grand saut»

L'adhésion à l'Union européenne comporte des implications économiques pour tous les secteurs et tous les citoyens. Réponse en mai 2003.

L'adoption du capitalisme a entraîné en Pologne l'essor de certains secteurs et le déclin d'autres. Les conditions de vie ont été profondément modifiées. Si certains ont connu une ascension sociale, d'autres ont maintenu leur niveau de vie, tout en changeant parfois d'activité. D'autres encore ont vécu une régression qui les a amenés à perdre le contact avec les milieux dont ils étaient issus, ce qui explique pourquoi, malgré un taux de chômage qui atteint 18%, la «thérapie de choc» n'a dans l'ensemble provoqué pour le moment qu'un mécontentement verbal. Les épargnes accumulées pendant les pénuries des années 1980 ont permis dans un premier temps à beaucoup de Polonais, y compris à ceux qui ont depuis connu une baisse de leur niveau de vie, d'acheter des produits dont ils ne pouvaient que rêver auparavant. La restructuration sociale explique la dépolitisation souvent accompagnée d'une désyndicalisation. De nouveaux réseaux se sont constitués, parfois sur la base d'anciens, en particulier dans les milieux issus de la *nomenklatura* largement acquise désormais au modèle libéral, parfois social-libéral. Mais des secteurs traditionnels ont survécu: petite agriculture, mines, sidérurgie, centrales thermiques, etc. L'adoption des «normes européennes» entraîne une nouvelle vague de restructurations dont il est difficile de prévoir quelles conséquences sociales elles produiront.

L'adhésion: principal thème du discours politique

Les syndicats semblent toujours en crise malgré l'émergence de nouvelles organisations plus combatives, en particulier dans la grande distribution. On voit aussi apparaître des courants nationaux-catholiques sceptiques face au «modèle européen». L'adhésion à l'UE devient un des principaux thèmes du discours politique, en particulier depuis les élections locales de novembre 2002. Une course contre la montre semble engagée entre partisans et adversaires de l'adhésion. Ce clivage reste ambigu car, parmi les partisans, on rencontre à la fois ceux qui, comme le déclare le président Kwasniewski, souhaitent rejoindre «le club le plus exclusif du monde»¹ mais aussi ceux qui pensent qu'il pourrait constituer la base d'une «Europe sociale» à venir.

Les eurosceptiques déclarés sont surtout des traditionalistes qui refusent de voir la Pologne perdre ses «valeurs» chrétiennes et nationales. Mais il y a aussi ceux qui craignent la concurrence d'économies plus puissantes. La

lutte porte donc en fait entre, d'une part, les acteurs du débat «officiel» où s'affrontent les partisans de la «modérance» aux partisans de la «tradition» et d'autre part, ceux qui voient dans l'Union le moyen d'assurer le progrès face à ceux qui considèrent que la Pologne aurait plus intérêt à s'associer à des pays au niveau économique équivalent. La question centrale est celle de savoir si l'adhésion, avec dans la foulée de douloureuses restructurations économiques, aboutira avant que ne se cristallisent les sensibilités perceptibles aujourd'hui, marquées par le refus de voir disparaître les petites exploitations agricoles, les mines de charbon et de cuivre, la sidérurgie et le petit commerce transfrontalier avec les pays de la CEI suite à l'adoption du traité de Schengen par Varsovie.

Le débat dans les médias voit d'un côté, une convergence favorable à l'adhésion des milieux «modernistes» allant du centre-droit libéral jusqu'à la gauche socialisante, en passant par les sociaux-libéraux². De l'autre, on a les traditionalistes, les groupuscules néofascistes, les nationaux-catholiques de la Ligue des familles polonaises et de «Radio Maryja». Mais l'apparition du mouvement paysan «Autodéfense», qualifié de «populiste», se réclamant de la ➤

© AFP

1989 à Varsovie: l'ancien régime communiste est tombé, sous les applaudissements de la foule.

rieur par un retour aux «racines chrétiennes». Des groupes à l'origine eurosceptiques ont finalement accepté l'UE dans la foulée de leur passage au gouvernement et laissent espérer la construction d'une «Europe des patries». Des membres du Club monarchiste-conservateur présents dans la droite intellectuelle ont été intégrés dans le Comité pour l'Intégration européenne chargé de préparer le référendum de mai 2003. Les milieux d'extrême droite sont divisés entre des catholiques voyant dans l'Union la répétition de l'«empire soviétique» et ceux qui prônent la création d'un «empire européen», chrétien et blanc.

Il n'existe en revanche pas de véritable regroupement des milieux eurocritiques laïques. Cette sensibilité existe pourtant chez les ouvriers et chez certains paysans qui craignent les restructurations économiques sans pour autant souscrire aux discours religieux ou identitaires. Après 1989, le parti paysan PSL⁴ s'est présenté comme une formation de centre-gauche plutôt eurocritique mais il s'appuie désormais surtout sur les réseaux d'organisations agricoles qui pourraient profiter des subsides de Bruxelles. «Autodéfense» a pris le contrepied du PSL. Elle critique l'adhésion non pour des raisons identitaires mais à cause des conditions économiques offertes par l'UE. Son électorat est constitué de paysans riches qui ont connu une dégradation au cours de la décennie écoulée et de petits entrepreneurs des régions marginalisées. Mais ce parti manque de cohérence organisationnelle et idéologique. Il n'est pas parvenu à «mordre» chez les ouvriers des entreprises promises au démantèlement.

La question européenne est venue tardivement dans le débat mais c'est désormais un élément de plus en plus structurant. La persistance d'une couche de politiciens marqués par le clivage d'avant 1989 et la généralisation, depuis, d'un discours soulignant simultanément que les Polonais étaient «de nouveau chez eux» et «revenaient à l'Europe» ont retardé l'émergence de clivages clairs entre partisans de l'adhésion à l'UE dans sa forme actuelle, partisans de sa transformation profonde et opposants à l'adhésion pour différentes raisons. Il est probable que le «oui» l'emportera lors du référendum mais les Polonais savent désormais que tous ne gagneront pas avec l'adhésion, au moins dans un premier temps.

Il sera en particulier important de noter l'évolution des rapports du gouvernement avec les mineurs. La fermeture de puits a provoqué la création à l'automne 2002 d'une coordination syndicale qui a fait adopter le principe d'une grève générale⁵. Les autorités ont pu négocier une trêve avec la majorité des syndicats. Elle prévoit la création d'une commission mixte chargée d'élaborer pour mars 2003 une proposition de restructuration. Le résultat du référendum sur l'adhésion à l'UE pourrait en dépendre. On peut supposer que le choix du mois de mars imposé par les syndicats les plus enclins à collaborer avec le gouvernement n'a pas été laissé au hasard car il leur laisse le temps de réagir avant le référendum. Dans d'autres secteurs, on assiste à des évolutions semblables. Cela montre que les Polonais sont de plus en plus conscients des implications économiques de l'adhésion à l'UE qui contribue ainsi à faire mûrir des clivages politiques adaptés aux réalités de l'heure. Le succès dont se sont targués les négociateurs polonais lors du récent sommet de Copenhague a incontestablement contribué à détendre l'atmosphère mais cela durera-t-il jusqu'au printemps? ■

Bruno Drweski

© AFP
Varsovie.

gauche et de la laïcité, et qui a conquis un tiers de son électorat dans les villes, est venue troubler quelque peu cet ordonnancement. Le discours peu élaboré de son chef, Andrzej Lepper, ne contribue toutefois pas à clarifier le débat. Mais les Polonais semblent de plus en plus conscients des enjeux économiques et de moins en moins attirés par les discours fumeux sur les «valeurs» identitaires polonaises ou européennes.

L'Alliance de la gauche démocratique, «ex-communiste» devenue social-libérale, au pouvoir, partage avec les libéraux de la Plateforme civique un enthousiasme pour la construction européenne. Selon eux, les restructurations seront compensées par une nouvelle dynamique de développement provoquée par l'adhésion³. Certains pensent que l'adhésion permettra de récupérer une partie des bénéfices des entreprises polonaises rachetées par les grandes firmes européennes dans la foulée de la «grande braderie» d'après 1989. Beaucoup de Polonais de gauche voient dans l'adhésion un moyen de favoriser le rapprochement des peuples mais perçoivent rarement que le «mur de Schengen» séparera leur pays de certains de ses partenaires traditionnels. Ces milieux réfléchissent peu à la place que la Pologne occupera dans la nouvelle division internationale du travail. La gauche institutionnelle, marquée par le souvenir du socialisme rigide, tend à accepter le modèle travailliste «souple» propagé par Tony Blair.

Le retour aux «racines chrétiennes»

Le discours pro-UE varie en fonction des milieux socio-politiques auxquels il s'adresse. Les libéraux présentent l'intégration européenne comme le moyen d'associer la Pologne aux économies les plus dynamiques. La droite traditionaliste voit dans l'adhésion l'aboutissement du caractère «latin» et «occidental» de la culture polonaise. L'appartenance à la «communauté euro-atlantique» peut être aussi présentée comme un moyen de contrebalancer les aspects les plus négatifs de l'UE, certains révant même de voir la Pologne contribuer à la transformer de l'inté-

¹ V.I. «Delikatessen», *Bastille République Nation*, n°17, 18 décembre 2002

² J. Tomaszewski, «L'adhésion brouille les repères politiques», *Bastille...*, op.cit.

³ J. Beksiak, «Integracja czy konfrontacja», *Rzeczpospolita*, 09 novembre 2002

⁴ Parti «satellite» du PZPR avant 1989 puis allié à la SLD au sein du gouvernement depuis 2001.

⁵ M.P. «Wspolny frontem», *Robotnik*, n°11, 14-11/15-12-2002, D. Ciepiela, «L'Europe - La mine - La Pologne», *Bastille...*, op.cit.

Bruno Drweski est maître de conférences à l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales de Paris), directeur de la revue *La nouvelle Alternative*.

Les paradoxes roumains

L'économie roumaine reste bien loin des critères européens.

Comme les options politiques. La Roumanie plus pro-américaine que pro-européenne?

n'ont même pas hésité à signer un accord avec les États-Unis quant à la Cour pénale internationale, en ignorant complètement le point de vue de l'Union européenne. La surprise fut si grande que les Européens n'ont pas tardé à citer la Roumanie en mauvais exemple. Finalement, l'accord avec les États-Unis ne fut pas validé par le Parlement roumain mais tout le monde avait compris que la Roumanie était plutôt une alliée inconditionnelle des Américains qu'une amie des Européens.

On voit donc que l'invitation de l'Otan n'est plus simplement un effet pervers de la montée du terrorisme. C'est aussi le fruit d'un effort du pays pour oublier en quelque sorte l'Union européenne. Les négociations d'adhésion -ouvertes en février 2000- ont été très lentes et la Roumanie est aujourd'hui le pays candidat le moins avancé: c'est seulement en décembre 2002 qu'elle a amorcé les dernières phases de la négociation. La voie de l'intégration reste donc très longue. En dépit de cette lenteur, le gouvernement a repris à son compte la date avancée en janvier 2000 par l'ex-ministre des affaires étrangères, Petre Roman, qui avait proposé le 1^{er} janvier 2007 pour l'adhésion officielle. En décembre dernier, le Conseil européen de Copenhague a pris note de cette volonté de la Roumanie, sans définir un calendrier aussi précis que l'espérait Bucarest. Le fait que la Roumanie n'ait pas encore une économie de marché fonctionnelle, comme l'indique le dernier rapport de la Commission, paraît être la raison principale de cette hésitation de Bruxelles. Le taux de l'inflation -18,7% en 2002- et le salaire moyen -un peu plus de 100 euros par mois- expriment avec force le retard économique et montrent que l'économie roumaine est encore loin d'une convergence avec le fonctionnement de l'économie européenne.

Chose plus intéres-

Enfants roumains. (Roumanie, avril 1996).

Michel Beine expose actuellement à l'Usine: *Looking for* jusqu'au 6 mars 2003 (Tél. 02/344.52.45).

sante encore: l'absence de convergence s'affirme dans un contexte où 68% des exportations roumaines se font vers l'Union et 57% des importations en proviennent! À la périphérie de l'Europe, vingt millions de personnes vivent les difficultés d'une intégration dont les chiffres n'ont pas le même sens que la réalité.

L'Europe comme enjeu identitaire

Mais plus que l'économie, c'est la politique qui exprime le paradoxe de l'actualité européenne de la Roumanie. Pour le comprendre, il faut recourir à une courte histoire de l'insertion de l'Europe dans la politique roumaine de la dernière décennie. L'Europe est intervenue d'abord comme *enjeu identitaire* dans le discours des partis dits «historiques», qui ont constitué après 1989 le champ antitotalitaire. L'explication de ce mariage de la tradition et de l'Europe est assez simple: le Parti National paysan chrétien-démocrate (PNPCD),

George W. Bush sait bien que le président roumain Ion Iliescu est un de ses alliés inconditionnels.

le Parti national libéral (PNL) et le Parti social-démocrate roumain (PSDR) ont renoué avec leur tradition de l'entre-deux-guerres. Ils ont affronté les partis qui tiraient leur légitimité de la révolution: il s'agit du Front du Salut national (FSN) et de ses successeurs: le Parti de la Démocratie sociale de la Roumanie (PDSR) et le Parti démocrate (PD). C'est ainsi que les partis historiques ont utilisé le label européen comme modalité identitaire qui n'avait pas beaucoup de sens pour les électeurs héritiers du projet totalitaire de l'homme nouveau. «*Le clivage anticomuniste-néocomuniste a été interprété comme une division entre pro-européens et anti- ou non-européens*».

Mais, par ailleurs, l'Europe est devenue un champ de concurrence politique: au sein de chaque famille politique, l'appartenance européenne a été l'objet de conflit. Les quatre grandes familles - la libérale, tout d'abord, puis la chrétien-démocrate, les écologistes et, enfin, les sociaux-démocrates - ont connu ce phénomène. Les réseaux européens de partis ont été exploités au maximum pour implanter leur logique sur le terrain politique roumain. Ainsi, si le PNL devient membre associé de l'Internationale libérale en 1991, son concu-

rent PL93 intègre lui aussi l'Internationale et réussit à ajourner jusqu'en 1999 l'accès du PNL au statut de membre de plein droit de l'Internationale libérale. Le PNPCD qui est reçu comme observateur dans l'UEDC en 1991 et comme membre en 1992, découvre en 1995 que le parti de la minorité hongroise a à son tour une aspiration chrétienne-démocrate qui lui permet d'être associé en 1995 à cette grande famille européenne. Les écologistes, scindés en deux partis, connaissent eux aussi une histoire conflictuelle. Le cas des sociaux-démocrates est le plus compliqué: le parti social-démocrate traditionnel (PSDR), qui intègre en 1992 le noyau dur des anticomunistes, devient à partir de 1995 très intéressant pour les héritiers de la révolution qui connaissent, eux, une double division, dont le résultat sera la création en 1992 du PD et du PDSR et, après une nouvelle scission de celui-ci, la création de l'Alliance pour la Roumanie (APR) en 1997. Chacun des trois partis tentera une alliance avec le PSDR pour intégrer par une voie indirecte l'Internationale socialiste: le PD réussit en 1999 après avoir constitué avec le PSDR l'Union sociale-démocrate (USD) aux élections de 1996, l'APR va rater ce projet car il ne passe pas en 1999 une alliance avec le même PSDR. Enfin, en 2000, le PSDR s'allie avec le parti traditionnel (pour que les deux fusionnent après les élections), le but étant le même: recevoir le sacre de l'Internationale socialiste. Depuis, le PD s'oppose avec véhémence à ce projet.

Cette concurrence a engendré un fait assez remarquable: l'intégration des partis roumains dans les réseaux européens a largement dépassé la voie de l'intégration de la société roumaine dans l'Union. Autrement dit, «les partis ont été les premiers à intégrer l'Europe». En effet, en février 2000, à l'ouverture des négociations entre l'UE et la Roumanie, cinq partis étaient membres des fédérations européennes: PD et PSDR dans l'Internationale socialiste, PNPCD dans l'Internationale chrétien-démocrate, FER dans l'Internationale écologique et PNL dans l'Internationale libérale. Les six constituaient à l'époque le gouvernement.

Un double échec

Après les élections de 2000, le PNPCD et la FER sont rejettés du Parlement, le PNL et le PD ont chacun autour de 7% des voix. La social-démocratie victorieuse dans les élections s'ouvre vers le parti de la minorité hongroise (UDMR), en abandonnant ainsi son alliance -devenue une «tradition» tout au long des années nonante- avec l'extrême droite (le Parti de la Grande Roumanie). D'autre part, la fusion du PSDR et du PDSR -sous le nom Parti social-démocrate (PSD)- fait qu'aujourd'hui aucun membre du gouvernement n'est plus membre de l'Internationale: la nouvelle force n'a pas encore intégré le réseau.

Pour une fois, logique économique et logique politique se superposent: l'économie roumaine n'arrive pas à intégrer les règles du marché commun et les politiques qui ont aujourd'hui le plus de pouvoir en Roumanie ne sont pas des partenaires pleinement reconnus en Europe.

Le problème que la Roumanie pose aujourd'hui à l'Europe est justement celui-ci: la volonté de l'élargissement sera-t-elle assez puissante pour annuler les effets de ce double échec, au moins momentané, de l'intégration? Pour l'instant, l'optimisme est la seule réponse que les Roumains sont capables de formuler... ■

Christian Preda

Bulgarie: de la transition à la réconciliation

Une cohabitation curieuse préside au destin de la Bulgarie: un ex-roi devenu premier ministre et un ex-communiste devenu président de la République! Explications.

La transition postcommuniste est sans doute un des phénomènes majeurs des années 1990. Si on considère que cette transition, tout en étant assez particulière, s'inscrit dans un ensemble de transitions postdictoriales, certains insistent sur les particularités de ce type de transition vers une démocratie pluraliste avec une économie de marché¹. Le communisme comme type de société et comme système politique et de pouvoir est suffisamment différent et spécifique pour être jugé comme une structure cohérente ne pouvant ni être transformée partiellement, ni en une fois. Sa transformation exige un effort organisé, permanent et à long terme.

Le débat entre ex-communistes et anticomunistes

La transition postcommuniste a un début symbolique - la chute du mur de Berlin en novembre 1989, mais pour les différents pays ex-communistes, cette date peut différer. Pour la Bulgarie, la démission de l'ancien chef d'État et chef du PC Todor Jivkov, le 10 novembre 1989, sonna le début de la transformation, mais sans consensus entre les acteurs politiques et sociaux.

Pour certains, surtout au sein de l'ancien PC, la transition avait déjà commencé avec la perestroïka de 1985². Dans cette vision, ce sont les anciens communistes qui amorcèrent la transformation. La victoire électorale du Parti socialiste (BSP), issu de l'ancien PC, en juin 1990, renforça la conviction de certains en Bulgarie, que la transformation, entamée déjà en 1985 par les communistes, serait achevée par leurs héritiers politiques. En 1994, après une courte période d'opposition, les socialistes reviennent au pouvoir en remportant largement les élections de décembre. Cette victoire s'inscrivait dans une suite de «retours au pouvoir des anciens communistes» en Pologne, en Hongrie, en Lituanie.

Les anticomunistes (l'Union des forces démocratiques - CDC) quant à eux n'acceptèrent jamais le début de la transition, qui aurait été associé à un présumé apport des anciens communistes. Cette approche était logique - la transformation du communisme en une société de libre-échange et de pluralisme politique sans le monopole du PC ne pouvait être à l'ordre du jour pour les communistes.

succès de la transition. Cette opposition est dominante au début dans la plupart des anciens pays communistes - ces deux protagonistes majeurs de la transition obtiennent, par exemple, la majorité des voix aux premières élections pluralistes en 1990⁴. Dans des pays comme la Pologne et la Hongrie, où cette opposition n'est pas structurante au début de la transition, cette dernière se déroule avec moins de difficultés et de contradictions, avec plus de consensus politique. Dans les pays où l'opposition entre anticomunistes et ex-commu-

¹ Les études de la transition sont abondantes. Je noterai ici quelques textes, qui me paraissent particulièrement intéressants pour le thème: Daynov, E., *Politicheskyat debat I prehodut v Bulgaria*. (Le débat politique et la transition en Bulgarie). S. Ed. Nauka i kultura, 2000; les articles de D.Varzonovtsev, M.Gueoguieva, M.Nedeltchev, S. Gerargi, G.Dimitrov, A.Todorov sur le postcommunisme bulgare aux temps des élections in: *Demokraticheski pregled*, vol. 47, été 2001; Todorov A., Dimitrova B. et al., *Bulgarskite izbori 1990-1996. Rezultati, analizi, tendentsii* (Les élections bulgares 1990-1996. Results, Analyses, Tendencies), Sofia, Demetra, 1997.

² Cf. Les mémoires publiées de quelques anciens leaders communistes comme A.Loukanov, O.Doynov, S.Todorov etc.

³ Cf. Kalinova E., I.Baeva, *Bulgarskite prehodi* (Les transitions bulgares). S. Ed. Paradigma, 2002, p.282. La phrase appartient au leader des radicaux-démocrates (parti au sein de CDC) Alexandre Yordanov.

⁴ Le Forum civique et le PCTM en Tchéquie obtiennent ensemble 64%, en Lituanie le Front populaire et le PC ensemble - 89.7%, le CDC et le BSP obtiennent 83.4% en Bulgarie. Seule la Pologne fait exception, mais Szolnok est déjà au pouvoir. La Hongrie ne s'inscrit pas non plus dans cette formule. Cf. Archives électorales de l'Université de Düsseldorf (www-public.rz.uni-duesseldorf.de/~nord-siew/) et l'Archive Adam Carrer Autriche (www.iosphere.net.au/~1ance/indexint.shtml).

transformation, le rejet du communisme devrait grandir dans la société. En Bulgarie, ce ne fut pas exactement le cas. Une étude comparée internationale en 1999 montra que 41% des sondés acceptaient que «*le communisme était une bonne idée, qui était mal réalisée*», alors que seulement 19% rejettent cette idée⁵. D'autres études montrent que les nouvelles générations (les plus jeunes) n'étaient pas aussi hostiles au communisme que les plus âgés⁶. En Bulgarie vers 2000, au moins 25% des électeurs n'avaient aucune expérience personnelle du communisme, parce que leur vie active avait commencé après 1989 ou pendant la période de la perestroïka, qui était un communisme très particulier.

La disparition du thème du communisme comme élément du débat politique est un phénomène majeur, qui marqua la fin de la transition en Bulgarie, mais aussi ailleurs. Le résultat fut inattendu - aux élections de 2001 les deux protagonistes de la transition (ex-communistes et anti-communistes) obtiennent ensemble 24% des suffrages⁷. Le Mouvement national «Simeon II» (NDSV), en tête avec l'ancien roi, remporte les élections et forme un nouveau gouvernement. Pour la première fois, BSP et CDC sont ensemble dans l'opposition. Le coup est dur, surtout pour le CDC, dont le gouvernement sortant pouvait plutôt se féliciter des succès obtenus lors de son mandat. Mais il y a des suites aux élections présidentielles quelques mois plus tard, remportées d'une manière inattendue par le candidat du PS Gueorgui Parvanov⁸. Cette cohabitation d'un ex-roi, devenu premier ministre, et d'un ex-communiste, devenu président de la République, est très particulière et reste bien difficile à expliquer.

L'opposition entre postcommunistes et anticomunistes n'est plus un élément structurant le paysage politique. Cette opposition créait une inégalité fondamentale entre les acteurs politiques et produisait une impossibilité de choix politique, restreint entre la nostalgie et le futur occidental. En 2001, cette opposition perd tout son sens, l'élection présidentielle marqua la fin de l'isolement symbolique du BSP, où personne n'y voit plus des anciens communistes capables de restaurer le communisme. Un nouveau gouvernement non-communiste, mais sans la participation du CDC marque la fin de l'idée que la démocratie n'a pour seuls acteurs que les anticomunistes.

Un ex-roi et un ex-communiste paraissent cohabiter en Bulgarie. C'est bien la manifestation d'une réconciliation à la bulgare. La transition se termine, les anciens débats n'ont plus de sens, une nouvelle perspective politique s'ouvre, qui rapproche la Bulgarie des grands débats politiques des pays de l'Union européenne.

Antony Todorov

Ancien roi devenu le premier ministre bulgare, Siméon de Saxe-Cobourg marie sa fille.

nistes est très forte et persiste avec les années, la transition est plus difficile, moins consensuelle, plus longue et avec un coût social élevé.

Cette première observation peut paraître superficielle et le résultat d'un pur hasard. Mais le débat entre ces deux protagonistes de la transition structura l'espace politique et influença largement les résultats des transformations. Au début de la transition en Bulgarie, le slogan des adeptes de la transformation radicale était: «Démocratie ou communisme». Cette formule avait un objectif évident - la mobilisation en faveur de la transformation d'une société communiste en une société occidentale. Le nouveau projet démocratique s'opposait à l'ancien régime communiste et s'efforçait de délégitimer l'ancien PC. Mais la transformation politique et économique elle-même commence dès le début à mettre en cause la légitimité de cette opposition initiale entre ex-communistes et anticomunistes. Parce que ce débat mettait au centre le communisme et supposait d'une manière tacite mais persistante que le communisme pouvait réapparaître. Cette idée en fin de compte porta un coup à la légitimité de ceux qui se réclamaient être «de parti de la transformation», parce que la transformation, même dans leurs discours, était en question avec la possibilité latente d'un renversement. Le CDC tenta à plusieurs reprises de jouer la carte de la peur du retour des communistes - en 1990, en 1994, en 2001-. Ce furent des échecs politiques majeurs pour ce parti.

⁵ Cf. *Consolidation of Democracy Survey*, BBSS Gallup, Septembre 1999.

⁶ Cf. Todorov A.. «Le communisme multiple: les versions des générations» in «Mémoires du communisme en Europe centrale». *Cahiers du CEFRES*, No.26, octobre 2001.

⁷ C'est un résultat complètement différent des élections antérieures, quand le BSP et le CDC obtiennent ensemble la majorité des voix. Une tendance de diminution de leur poids électoral relatif se dessine: 75% en 1990, 57% en 1991, 54% en 1994, 49% en 1997 (Source: résultats officiels de la Commission centrale électorale).

⁸ Ex-leader du BSP, docteur en histoire.

Nouvelles générations, nouvelles attentes

L'attitude envers le communisme influença aussi le sens du débat. Les attentes générales pour la transition post-communiste considéraient qu'avec les succès de la

Voyages, voyages

Mot de passe: «Myzikanti»

Au Nouvel An 2000, avec deux amis russes, nous avons fait un rêve. Et si on organisait un festival belgo-russe à Volgograd, l'ex-Stalingrad? En Belgique, nous sommes bientôt vingt à plancher sur une tournée de concerts et d'expositions en Pologne, en Lituanie, en Russie et en Ukraine, pour rencontrer de la musique et des idées, pour multiplier les contacts au-delà des frontières. Le voyage s'organise grâce à l'échange de centaines de mails entre enthousiastes de tous bords: écologistes russes, vétérans de guerre de Volgograd, musiciens et marins de Moscou, amoureux de la Lituanie...

Malgré la demande manifeste de nos interlocuteurs de l'Est et les promesses européennes d'ouverture, les autorités culturelles belges ne veulent pas s'y risquer. On peine pour obtenir des infos sur le passage des frontières. La Chambre de commerce, auprès de laquelle nous avons fait les frais d'une déclaration de douane préalable, nous fournit un carnet non conforme aux règles des pays Baltes et de la Russie.

Trop tard. Malgré les menaces de «détournage» sur les routes polonaises ou d'acharnement de la police russe, répandues dans l'inconscient collectif, le 15 septembre, nous démarrons, à dix-neuf, en train et en camionnettes.

En route pour près de dix mille kilomètres, une petite trentaine de concerts et quatre expositions dans des lieux les plus divers, pour tous les publics: du club commercial, au Musée du Cinéma en passant par un Institut de musique. Nous logeons chez l'habitant, dans des squats ou des écoles et nous nous ravitaillons grâce à notre cuisine ambulante, surprenant les a priori des autochtones sur les Occidentaux.

Trois jours à Berlin, puis Poznan en Pologne. Pas de moyen de transport direct jusqu'à Vilnius en Lituanie. Comme si l'Europe s'arrêtait déjà à ses nouvelles frontières. On passe les douanes sans payer de pots-de-vin, après de nombreuses heures d'attente, en discutant avec des douaniers tantôt médisés, tantôt séduits par notre rigolote caravane. «Myzikanti» devient notre mot de passe.

Et nous découvrons la Russie. Nous expérimentons les problèmes financiers des clubs de Saint-Pétersbourg où

les plombs pétent à la moindre surcharge et où les musiciens ne gagnent qu'une misère. Nous logeons dans de petits appartements, où l'eau courante coule capricieusement. De jeunes soldats revenus de la guerre en Tchétchénie, des sans-abri au grand passé, des passants et leur regard sévère, nous disent la galère des temps présents, la peur, la haine et l'indifférence. Nous découvrons notre maladresse dans un rapport Occident-Russie encore à vif qui demande respect et ouverture. Nous sommes choqués de voir notre monde de publicités et d'artificiel dans des villes où se côtoient un passé soviétique, un présent chaotique et un futur incertain. Moscou, la mégapole, grouille de ces contrastes violents.

Partout, le public, avide de rencontres et de connaissances, réagit, conseille, partage. Des artistes nous ouvrent à leur imaginaire et à un je-ne-sais-quoi d'autre liberté, s'insinuant dans les interstices d'un univers en mutation. Ils expriment leurs frustrations face à une société quelque peu ankylosée et à un Occident au modèle envahissant. Dans une galerie d'art, nous nous associons à une équipe de l'école du cirque pour un spectacle improvisé, riche en connivences.

Et plus on descend vers le sud, plus on s'étonne d'une diversité insoupçonnée, plus on s'éloigne de nos repères européens. On rencontre des Tadjiks et des champs de pastèques puis Volgograd. Abritée sous une gigantesque statue de la mère patrie, la ville nous raconte le rôle de la Russie dans la «Grande Guerre patriotique», négligé dans nos manuels d'histoire. La population n'en revient pas qu'on soit venu jusque-là, «rien que pour eux». Nous jouons au Palais de la Culture, vaste lieu où se mêlent groupes folkloriques et shows à l'américaine.

Enfin, voici l'Ukraine et sa magnifique campagne, d'où l'on s'enfuit vers l'Ouest, parce qu'il n'y a plus d'espérance. On y joue une dernière fois, à Kiev.

Après quarante jours de périple, nous retrouvons le béton lisse des monotones autoroutes allemandes. Bientôt, des amis de là-bas viendront nous transmettre un peu de leur énergie et «sauver l'Europe de l'ennui». C'est Volodia qui nous l'a promis. Pour lui, et d'autres artistes rencontrés, l'art contemporain européen s'éloigne de l'humain.

Nathalie Melis

Des photos illustrant ce numéro d'*Espace de Libertés* proviennent de ce voyage, intitulé le «Bruxelles Artok Tour». Divers groupes russes visiteront prochainement la Belgique. Du 19 février au 03 mars, une exposition des photographies du voyage se tiendra à la Maison de la Culture à Tournai (Esplanade Georges Gras, Bd des Frères Rimbaut, 5500 Tournai). Le 25 février: soirée de concerts avec la participation des deux groupes belges du voyage (Orange Kazoo et Les févriéristes (jazz inventif)) et de deux collectifs russes (fanfare et cirque). Pour tout renseignement: nath_melis@hotmail.com

Moscou, 2002.

Russie, par temps de gel

Les notes de voyage de Jean-Marie Chauvier où l'on retrouve pêle-mêle extrême richesse et extrême pauvreté, économie de marché et débrouille, anniversaire de la révolution, froid, violence et anciens combattants.

«Tu reviens de Moscou... c'est comment? Pire qu'avant, horrible, non?» Je ne sais pas comment se forme l'opinion. Il y a quelques années, on me disait: «Paraît que c'est super, les nouveaux magasins, les resto». Enfin, tout le monde ne pose pas les mêmes questions. Mais les réponses dominantes, dans nos médias, ont varié: émerveillement face à la renaissance du marché et des libertés, jusqu'en 1996 puis, après le krach financier de l'été 1998 surtout, visions d'apocalypse, mafias, guerre en Tchétchénie. Je ne sais trop quoi répondre. De qui et de quoi parlent-on, de quels milieux sociaux, de quels quartiers de Moscou, de quelles régions de Russie? Pour ma part, les premiers chocs de la «nouvelle Russie» sont passés: l'explosion marchande, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, l'effondrement culturel (moins 50% de livres édités par rapport à 1990, moins de 10% pour la fréquentation des cinémas), la profusion de libertés en tout genre, les millionnaires, les mendiants, la presse d'élite bien torchée, la presse torche-cul des boulevards. Pire qu'avant ou beaucoup mieux? Chacun en pense ce que lui dicte le cœur ou l'intérêt bien compris. Pour les jeunes qui ont à vivre dans un monde changé, la question est de pure rhétorique.

J'ai débarqué...

...dans la capitale russe au lendemain de la prise d'otages du théâtre de la Dubrovka, qui s'est achevée par l'«abattage» du commando terroriste tchétchène, le sauvetage de

«État» de marché à Moscou, bien loin du capitalisme organisé.

la majorité des otages et 128 morts, presque tous sous les effets des gaz utilisés par les troupes d'assaut, dont la nature n'a pas été révélée¹. Je m'attends à une forte tension. Moscou est plus calme qu'à l'habitude. «Les gens sont sonnés». Pris d'effroi par le terrorisme tchétchène. Ils approuvent en majorité l'«action résolue» du président Poutine. Dans chaque station de métro, il y a deux patrouilles: trois miliciens (policiers) et trois militaires. Les soldats en tenue de campagne sont nombreux dans la ville. Tout «basané» risque un contrôle d'identité. Poli, d'après ce que j'ai vu. Mais que se passe-t-il dans les commissariats? Il y a eu des tabassages, dit la rumeur. Et de nombreuses expulsions d'irréguliers. Mais les Caucasiens, les Tchétchènes reviennent. Ils seraient près de 300 000 à Moscou, qui compte officiellement près de dix millions d'habitants mais si on y ajoute les sans-papiers, au moins onze à douze selon les estimations modérées.

Sacha n'est plus...

...parmi les siens. Dans la périphérie, à Medvedkova, les HLM construits en masse dans les années 60-70 se dégradent, mais la «bidonvillisation» y est moins visible que dans les banlieues les plus pauvres. Dans l'un de ces immeubles, Vera habite désormais seule. Son mari, Alexandre, Sacha pour les intimes, a quitté ce monde. Il me faut, comme à chaque retour en Russie, constater le décès de l'un ou l'autre ami des années soixante. Parmi les meilleurs d'entre eux, certains avaient l'âge du siècle, dont ils avaient traversé les épreuves: la révolution, les années trente, la guerre, le goulag. Presque toutes et tous sont décédés au tournant des années 70-80.

Alexandre Meyendorf, ancien émigré revenu en URSS pour «servir sa patrie», était un économiste de haut niveau, expert de l'agriculture et des prix. Libéral réformateur, mais non «ultralibéral», il était adepte de l'école dite des «économistes-mathématiciens», très proche de Nikolaï Petrakov, l'un de ceux qui –plutôt sociaux-démocrates– avaient failli influencer la perestroïka, du temps de Gorbatchev, avant d'être balayés par la vague néolibérale. Sacha, qui avait tant attendu l'ère des réformes, en fut cruellement déçu. La dernière fois, je l'avais trouvé en colère (comme Petrakov) face à la «catastrophe nationale» provoquée par les démocrates monétaristes. Il s'est éteint dans le désespoir de voir jamais sa Russie renaître et s'épanouir dans la démocratie.

La grande Révolution socialiste d'Octobre...

...n'est pas oubliée. Le 7 novembre est officiellement fêté (et chômé) comme «Jour de la réconciliation nationale». Dans la tradition soviétique, c'est l'anniversaire de la «grande Révolution socialiste d'Octobre», la prise de pouvoir des bolcheviks ayant eu lieu le 7 novembre 1917 (25 octobre dans l'ancien calendrier). Les communistes célèbrent toujours l'événement. Ils étaient plus de 300 000 dans les rues de diverses villes de Russie et, à vue d'œil, quelque 20 à 30 000 à Moscou. Une foule d'allure prolétarienne et plutôt âgée. Quelques centaines de jeunes. Une forêt de drapeaux écarlates, frappés de la faucille et du marteau. Mais l'une des bannières rouges porte la figure du Christ: signe du rapprochement entre le PC et l'orthodoxie.

doxie. Sur les pancartes beaucoup de «À bas!» (le gouvernement, Poutine, les réformes de marché) et des «Tout le pouvoir aux soviets» très «1917». Muséiforme. Il est vrai qu'un sondage du très officiel Institut d'opinion publique (Vtssiom), à la question provocatrice «Seriez-vous en faveur d'une nouvelle révolution bolchevique?», obtient 43% de réponses positives (dont 23% «soutiendraient activement» la révolution), tandis que 28% «attendaient de voir», que 18% quitteraient le pays et 8% «résisteraient».

Le PC ne milite pas du tout pour une telle révolution, et son opposition au pouvoir est plutôt molle. Son leader, Guennadi Ziouganov, est plus dans l'actualité lorsqu'il réclame «un gouvernement de coalition des intérêts nationaux». Le PC est crédité, dans les sondages, de 30% des intentions de vote. Il reste le premier parti. Mais la coalition probable des formations du pouvoir et les libéraux de droite est assurée de l'emporter.

Le marché...

...va-t-il tout récupérer, dans ce pays bigarré? À peine quitté la manif rouge, je découvre un café «branché» couvert d'affiches soviétiques. La pub et la presse libérale aussi détournent les symboles de l'ancien régime. Génie du marché! Il n'a pas seulement ressuscité les commerces qui prolifèrent d'année en année, plus propres, mieux organisés, regorgeant de produits d'importation autrefois inaccessibles. Il réveille le sens de l'invention, accélère les rythmes de la vie, stimule les façons de parler. Les jeunes, les radios à la mode parlent beaucoup plus vite qu'avant. Le «nouveau russe» parlé est farci d'anglicismes et d'expressions surgies des argots populaires. Le journal économique *Vedomosti* parle d'industria plutôt que de *promy-chlennost* (le mot russe), il est vrai qu'il est édité conjointement par le *Financial Times* et le *Wall street Journal*.

Tout au marché? C'est pas juré. L'économie informelle, la règle qui dit que «tout le monde vole tout le monde» (et surtout l'État), mais aussi les échanges de services, le troc, les réseaux de la débrouille ou de l'entraide échappent aux règles d'un capitalisme organisé. Elles découragent toute tentative de «chiffrer» sérieusement l'évolution économique et les revenus réels. À tous les niveaux de l'échelle sociale.

La bande-son (et l'image)...

...évoluent. En FM à Moscou, il y a quelques années, on entendait 80 à 90% d'anglo-saxon. Aujourd'hui, au moins 50% des répertoires musicaux sont en langue russe, du rock au «revival» de la chanson populaire. Les chaînes

Le métro - St Petersbourg, 2002.

Violence sociale ou provocations?...

...en tout cas, ça cogne dur: dans les rues de Moscou, des groupes de jeunes dits «skins» bastonnent des Caucasiens, des Tchétchènes, des étudiants (et parfois des diplomates) noirs africains. Un pogrom sur le marché de Tsaritsyno a fait deux morts en octobre 2001, les émeutes du 9 juin 2002 ont fait des blessés parmi des touristes japonais tandis que le luxueux centre commercial du Manège était saccagé. Début juillet en banlieue, c'était le tour d'ouvriers arméniens... La chronique s'allonge, et la presse montre en photos, régulièrement, des groupes portant croix gammée, qu'elle amalgame à d'autres brandissant faucille et marteau qualifiés d'antiglobalistes («antimondialistes») et assimilés aux «émeutiers» et autres «black blok» de Seattle, Gênes, Prague etc...

Deux types d'explications circulent à propos de ces violences. L'une parle de manipulations policières, provoquant ces incidents, que les journaux mettent en exergue, afin de justifier des lois répressives contre les «extrémismes». L'autre, plus sociologique, parle de climat de «haine» dans les régions déshéritées des environs de Moscou, dont la richesse arrogante pourrait s'attirer les foudres d'une jeunesse à la dérive. Les deux explications ne s'excluent pas. Mais il est difficile d'estimer la portée d'une éventuelle disposition à la révolte, comme d'ailleurs des groupes néonazis dont la publicité médiatique dépasse probablement l'influence sur le terrain. La seule chose évidente est que, d'année en année, la dureté des rapports sociaux induit une brutalisation des relations entre les gens, une propension accrue aux violences et au vandalisme.

La vague de froid...

...aurait déjà fait début janvier, de 200 à 300 morts à Moscou parmi les sans-abri. Le bilan serait donc plus lourd cette année que les précédentes. Qu'en est-il dans le reste de la Russie? Ces morts de froid s'ajoutent aux >

nombreuses victimes de la hausse brutale, depuis 1991, des homicides, des suicides, des accidentés, des victimes de la pandémie alcoolique, de la tuberculose etc... La population russe diminue de 500 000 unités chaque année et ce, malgré l'apport de l'immigration. En dix ans, selon le ministre de la politique nationale Vladimir Zorine, sept millions de migrants se sont établis en Russie - principalement des Russes ayant quitté la Transcaucasie et l'Asie centrale. Quatre millions de citoyens russes ont quitté le pays. Il y a donc un solde positif de trois millions. Pas assez pour compenser la hausse de la mortalité «en excès» et la diminution des naissances.

ges» en Tchétchénie répandent dans diverses régions les habitudes prises dans le Caucase: cruauté gratuite, racket, tortures dans les commissariats. Et bien sûr: xénophobie. Le racisme antimusulman, que la presse étend aux Arabes et aux Palestiniens, se drape de la cause de la «*lutte contre le terrorisme international*».

Les nationalistes plus traditionnels y ajoutent leur louche d'antisémitisme du plus pur style «cents noirs»².

La nouvelle Russie est aux côtés du «monde civilisé». ■

Jean-Marie Chauvier

Bulletin de santé

☞ **Hépatite B:** 2,5 fois plus en dix ans. Avec l'hépatite C: sept millions de malades. La Russie est l'un des pays du monde les plus touchés. En cause principalement: l'expansion de la drogue.

(d'après Tatiana Iakovleva, présidente de la commission de la Douma pour la protection de la santé et le sport, dans *Novaï Gazeta* n°87/novembre 2002)

☞ **3,3 millions de sans domicile fixe.** (IPSEP) À Moscou: 100 000 (sur une population estimée à environ une dizaine de millions d'habitants).

☞ **Les enfants des rues** sont estimés à 2,8 millions (IPSEP). Ce chiffre regroupe les *biezprizorniki* ou ceux qui ont quitté leurs familles ou ont été abandonnés par elles ainsi que les orphelins «vagabonds», et les *bieznadzornye deti*, enfants largués à la maternité.

Il faudrait y ajouter le nombre inconnu d'enfants abandonnés à la naissance. Le phénomène prend depuis plusieurs années des proportions qui évoquent les lendemains de la guerre civile de 1918-20.

☞ **Enfants malades:** 35% de malades à la naissance, 44% inclus dans les «groupes à risque». Restent 20% considérés comme «bien portants» (chiffres de l'IPSEP pour 1998).

☞ **Tuberculose:** sur 100 000 habitants, 34 nouveaux cas en 1990, 88 en 2001. Dans les prisons: 2 783. Un prisonnier sur dix (soit 100 000 sur une population carcérale d'un million) souffre de tuberculose active (contagieuse).

☞ **VIH:** le cap des 200 000 cas a été franchi en août 2002. (*Federal AIDS center*, officiel). Des estimations de l'OMS vont de 5 à 10 millions.

☞ **En 1998: la mort violente** (homicide, suicide, blessure volontaire) a frappé 85 511 Russes, soit 53,7 sur 100 000. La Russie vient en troisième position au monde, après la Colombie et le Salvador. Les meurtres sont passés de 16 000 en 1990 à 34 000 en 2001. D'après l'OMS, la Russie a le plus haut taux de suicide au monde après la Lituanie. Pour 100 000 personnes: 24,6 en 1985, 43,1 en 1998.

☞ **Seuil de pauvreté:** 60 millions sur 147 millions d'habitants, soit plus de 40% de la population. Cette estimation de centres de recherche indépendants contredit l'évaluation officielle d'environ 25%. Le minimum vital est estimé, à Moscou, à près de 5 000 roubles. ■

(Établi avec la collaboration d'Hedwige Jeanmart, Moscou)

40% de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Un nouveau genre de mendiant-mutilés...

...a surgi dans le métro: ils ont vingt ans, un bras arraché, une jambe de moins. C'est la génération Tchétchénie. La précédente s'appelait «Afghanistan»: celle-ci appartient aux trente-quarante ans. La guerre s'est réinstallée en territoire de Russie pour la première fois depuis 1945. Un combattant du Caucase en est revenu muet, il hante notre rue. La Tchétchénie, presque oubliée des médias, y a refait brutalement surface lors de la prise d'otages de la Dubrovka. Tous les témoignages se recoupent: massacres de populations civiles par les troupes russes, souvent hagardes et déguenillées, terrorisme odieux, affaiblissement de guerre et atrocités des deux côtés. La guerre gangrène la société russe: des militaires, des policiers retour de «sta-

¹ Sur «le massacre de Moscou» et la guerre en Tchétchénie, cf. le dossier de «Samorevue 2», la revue électronique du réseau samovar, qui peut être obtenue par courriel (mail) sur demande à samovar@skynet.be

² Au début du siècle, les groupes d'extrême droite «Cents noirs» étaient utilisés par la police tsariste dans la répression des «terroristes-révolutionnaires» et les pogroms antijuifs.

Profit, néolibéralisme, forces militaires

Un mélange efficace

Si les privatisations ont permis à certains pays d'Europe centrale de rétablir un équilibre, il est toutefois urgent de mettre fin à un certain capitalisme sauvage.

L'élargissement de l'Otan, c'est-à-dire la présence croissante de l'armée américaine dans la quasi-totalité des pays d'Europe centrale, est considéré comme une garantie pour les prises de contrôle effectuées ou à réaliser par les multinationales. Les institutions internationales gouvernementales¹ tiennent des discours idéologiques sur la nécessité de privatisation, subsidient indirectement les groupes multinationaux et exercent une contrainte financière sur les pays. Ce sont enfin les stratégies des multinationales qui, depuis les années 1970, réalisent progressivement et avec succès l'intégration de ces économies dans le capitalisme international désormais globalisé.

Comment associer la garantie de la propriété privée et les discours idéologiques avec les contraintes financières et la stratégie de profit du capital privé? C'est cette combinaison que les «bien-pensants» ont appelé «transition» pour cacher la réalité de l'avènement triomphant du capitalisme au centre de l'Europe². En réalité, il s'agit d'une régression, d'une destruction économique et d'une dévastation sociale en faveur d'une élite, locale, internationale, «globalisée»³.

L'armée américaine se substitue à l'Armée rouge

Depuis la fin des années 1980, les «conseillers» soviétiques qui ont quitté leurs postes dans les ministères de Défense nationale ont été immédiatement remplacés par des officiers américains pratiquement dans tous les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). L'arrivée de l'armée américaine a été bien accueillie par les classes dirigeantes issues des partis uniques. L'Otan leur apporte la reconnaissance et la légitimité des États-Unis, qui leur garantissent ainsi la survie. En même temps, elle encourage vivement l'installation des multinationales. Les bases militaires, les accès aux ports ou aéroports, et l'ouverture des espaces aériens en faveur de l'armée américaine de la Méditerranée à la Baltique se multiplient sous différents prétextes.

Dans les différents PECO, les dirigeants d'entreprises nationales ont mené des stratégies multiples. S'ils disposaient des ressources financières et de capacités de corruption suffisantes, ils ont privatisé leurs propres entreprises, surtout des PME et, à défaut de ressources, ils se sont laissé acheter quasi toujours par des groupes étrangers. De ceux-ci, ils connaissaient souvent les dirigeants dès l'«ouverture à l'Ouest» et lors des «réformes économiques» des PECO à partir des années 1960. Ces mêmes dirigeants d'entreprises nationales ont réussi à maintenir

la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie. Tant l'Union européenne que les PECO en sortent apparemment perdants car, inéluctablement, l'établissement d'une sphère d'influence militaire signifie à la fois un coût pour les dominés citoyens et un bénéfice pour les dominants armés ou affaires.

C'est avec sa franchise habituelle que Zbigniew Brzezinski, conseiller stratégique du président Carter et homme d'affaire américain influent, d'origine polonaise, argumente que l'Europe, au lieu de devenir un partenaire des États-Unis, serait «un protectorat américain!» Cette idée s'appuie sur la sympathie et le respect dont l'Amérique bénéficie encore dans l'imaginaire des peuples d'Europe et, plus particulièrement d'Europe centrale. Ce prestige séculaire tendrait d'ailleurs à déséquilibrer l'Union: les États-Unis apparaissent comme le parangon de l'anticommunisme, dirigeant la lutte contre le «terrorisme» et partisan inconditionnel du droit absolu de la propriété privée.

La stratégie des groupes multinationaux

Dès les années 1970, le capital privé européen s'intéresse aux PECO sous la forme de prises de contrôle directes ou d'investissements conjoints, d'accords d'entreprises ou d'«infiltrations» d'ordre commercial⁴. Le rideau de fer n'a jamais empêché de faire de part et d'autre de «bonnes affaires» qui ont préparé le processus de privatisation.

Dans les différents PECO, les dirigeants d'entreprises nationales ont mené des stratégies multiples. S'ils disposaient des ressources financières et de capacités de corruption suffisantes, ils ont privatisé leurs propres entreprises, surtout des PME et, à défaut de ressources, ils se sont laissé acheter quasi toujours par des groupes étrangers. De ceux-ci, ils connaissaient souvent les dirigeants dès l'«ouverture à l'Ouest» et lors des «réformes économiques» des PECO à partir des années 1960. Ces mêmes dirigeants d'entreprises nationales ont réussi à maintenir

¹ Telles que l'Organisation de Coopération et de Développement de l'Europe (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale ou la Banque européenne pour la reconstruction (sic!) et le développement (BERD).

² Ici la région centre-européenne prise en considération correspond aux 19 PECO entre la Russie et l'UE.

³ Cet article s'inspire des textes suivants dans lesquels on peut trouver plus de détails: *Un diagnostic géopolitique du centre de l'Europe*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2001, idem, *Géo-économique - État, espace, capital*, De Boeck-Éditions Universitaires, Bruxelles-Paris, 1991 & idem, *Enjeux géo-économiques du centre de l'Europe: multinationales, privatisations et élargissement*, in: *Cahiers marxistes*, n° 223, octobre-novembre 2002.

L'Otan reste maître du jeu en Europe centrale et orientale. Ici, la maquette du nouveau siège de l'Otan en Belgique.

le contrôle de l'État et par conséquent leurs propres positions en attendant une solution plus favorable.

Dès la fin des années 1980, les multinationales occidentales entament un processus d'acquisitions systématiques des entreprises d'Europe centrale. Ces acquisitions évoluent géographiquement de l'Ouest à l'Est, puis du Nord au Sud, des capitales vers les campagnes et visent tous les secteurs.

La stratégie des groupes multinationaux russes est concentrée sur les matières premières et énergétiques qui peuvent être vendues à l'Occident. Elle vise essentiellement le contrôle des voies de communications: ports, chemins de fer, route, etc., mais aussi quelques entreprises de première transformation comme les raffineries, et le transit vers les marchés d'absorption à travers l'Europe centrale et orientale.

Les prix d'acquisition ont été fort modestes, sinon ridiculement bas grâce à la complicité ou la corruption des dirigeants locaux.

Dans ce contexte, le principe de la privatisation, qui n'est finalement que politique et capitaliste, soulève quelques questions. D'une part, depuis les années 1980, on découvre que les institutions internationales gouvernementales font la distinction entre bonnes et mauvaises privatisations, les unes réservées aux multinationales occidentales et les autres aux groupes autochtones ou russes, en préférant bien entendu les unes aux autres.

D'autre part, l'obligation de privatiser se trouve unanimement préconisée par toutes ces institutions. D'évidence, la privatisation en soi n'entraîne aucune modification des structures industrielles et technologiques, mais peut provoquer des rationalisations désastreuses pour les consommateurs et les travailleurs locaux. Les transferts technologiques tant vantés se font rarement. Ce qui se pratique porte essentiellement et quasi uniquement sur un changement de propriétaire et donc de contrôle. Par ailleurs, un monopole privé national ou international se substitue au monopole public antérieur, sans garantie de

⁴ En voici quelques exemples: l'usine de saucisses de Vanden Boeynants en Hongrie; les usines de Fiat en Pologne ou de Renault en Roumanie; des ventes d'usines chimiques de l'UCB dans différentes PEKO; le commerce extérieur avec les pays de l'UE dépassant lentement celui avec l'Union soviétique; créations de filiales communales bancaires et d'assurance.

⁵ Près de trois quarts des exportations des PEKO sont sous le contrôle des multinationales, voir l'étude publiée par *Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, Wifo*, août 2001.

⁶ Voir Nicolas Bárdos-Féltony, De la «guerre au terrorisme» à la «satellisation» du monde, in: *Signes de Temps*, bulletin de Pax Christi Wallonie-Bruxelles, octobre-novembre-décembre, 2002.

Nicolas Bárdos-Féltony est professeur émérite de l'UCL.

contrôle parlementaire et démocratique, et sans création d'un marché concurrentiel, si modeste soit-il.

Enfin, tous les observateurs concernés considèrent que les prix d'acquisition ont été fort modestes, sinon ridiculement bas grâce à la complicité ou la corruption des dirigeants locaux. De son côté, le paiement des prix convenus ont été effectués par des subterfuges plus qu'avec l'argent comptant tels des apports de licence, de fonds de commerce ou de dettes factices dont la valeur réelle était quasi nulle ou simplement fictive. Il fallait donc beaucoup privatiser pour obtenir des flux de capitaux significatifs et souhaités.

Des voies sans issue?

Dans la plupart des PEKO, la balance courante des paiements est négative depuis le début des années 1990. Les raisons en sont multiples. D'une part, les multinationales par des opérations de rapatriements de profits font massivement et de façon croissante sortir leurs bénéfices⁵. D'autre part, les dettes dues à l'étranger sont telles que, quelle que soit la croissance économique réelle, les économies régresseront sous le poids de la charge de la dette extérieure. En outre, sous la pression de l'Otan, le réarmement massif par commandes aux firmes multinationales a une conséquence négative semblable. S'y ajoutent enfin les effets de l'accroissement dramatique des différences de fortunes et de revenus, ce qui accroît sensiblement les importations des produits de luxe coûteux.

Grâce aux privatisations, certains pays ont réussi au moins à ne plus s'endetter, voire même à rembourser, et d'autres ont freiné l'accroissement de leur endettement. Ces pays arrivent cependant au bout de leur capacité

physique de «privatiser»: «les joyaux de famille» ont disparu et il n'y a plus grand-chose à vendre. D'où une conclusion assez pessimiste: les crises de paiements risquent de se multiplier dans les PEKO et la situation de «développement du sous-développement» de la plupart d'entre eux risque de s'aggraver. L'adhésion à l'UE de huit à dix sur les dix-neuf PEKO entre 2004 et 2007 devra y atténuer la sauvagerie du capitalisme. Peut-être les régulera-t-elle quelque peu par l'introduction de «l'accès communautaire», mais il

reste évidemment à régler le poids excessif des États-Unis dans l'Union européenne.

En somme, un immense effort doit être réalisé par l'Union européenne désormais élargie pour combattre l'idéologie messianique, nationaliste et provinciale des États-Unis, diminuer la probabilité d'une guerre des deux côtés de l'Atlantique⁶, pour se renforcer et se démocratiser tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, ne pas s'affaiblir par son élargissement pour devenir une «puissance contenue», autonome, dénucléarisée, mais adéquatement armée.

Pour tous les citoyens d'Europe, centrale et orientale, c'est la seule façon de diminuer les coûts réels et d'augmenter les avantages véritables de l'élargissement de l'Union. ■

Nicolas Bárdos-Féltony

Enseignement catholique

Une «logique» évangélisatrice

Certains prétendent que l'école catholique a changé, qu'elle n'est plus ce qu'elle était. Et de s'en réjouir ou de s'en lamenter. Qu'en est-il dans les faits?

Le SEGEC¹ a tenu récemment une grand-messe très médiatisée: à en croire les médias (je n'y étais pas!), l'école catholique se veut désormais pluraliste, oui, mais d'un «pluralisme situé». Elle se veut par ailleurs un «service public fonctionnel».

Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'est-ce que cela implique?

S'il s'agit d'un service public, l'école catholique se doit d'accepter tous les usagers (c'est-à-dire les enfants) et, en raison de la neutralité des pouvoirs publics, elle doit s'interdire de leur imposer une quelconque vision idéologique du monde.

Mais son pluralisme est situé. Où? S'il n'est plus question d'évangéliser, au sens prosélyte du terme², on ne réfute pas pour autant le projet pédagogique de l'enseignement catholique. Ce projet est bien décrit dans le document *Missions de l'école chrétienne* qui précise que l'école chrétienne «éduque en enseignant et évangélise en éduquant».

Comment concilier ces deux prépositions: ouvrir l'école à tous et rester fidèle à la politique de l'évangélisation active (même si elle se fait de manière plus discrète - ou habile)? Qu'est-ce qui relève de la réalité ou de la propagande? Voyons les faits.

Un jeune diplômé d'une de nos universités qui, en ces temps de pénurie, se propose de devenir enseignant, prend sa plus belle plume et postule auprès du SEGEC, ou plutôt de son antenne locale. La réponse ne tarda guère. Quelques évidences furent rappelées à l'imprudent candidat:

- la mission d'éducateur chrétien est celle de tout professeur engagé dans l'enseignement catholique;
- la vocation chrétienne est aussi, par nature, vocation à l'apostolat³.
- le document *Missions de l'école chrétienne* cité plus haut fait partie du contrat.

© Flémal

L'enseignement officiel: seul capable d'accepter en son sein, sans discrimination et sans prosélytisme tous les enfants, quels que soient leurs origines, sexe ou convictions.

Le jeune candidat, interloqué, nous fit part de son émoi et de ses interrogations auxquelles nous joignons les nôtres:

- si l'enseignement libre subventionné est un «service public fonctionnel» ne relevant pas de l'exercice du culte et s'adressant à tous, y compris aux non-catholiques, n'y a-t-il pas là une infraction à la législation sur l'embauche interdisant toute discrimination de nature philosophique, sexuelle ou autre?
- que pensent les syndicats de l'enseignement libre de la «vocation à l'apostolat», porte ouverte aux heures supplémentaires obligatoires et gratuites?

- la «séparation des pouvoirs» entre le Bureau central et le Secrétariat général (de l'Enseignement catholique) ne permet-elle pas la pratique d'un double langage, le second affichant à l'extérieur une ouverture que le Bureau central restreint à l'intérieur?

Comment concilier cet argumentaire avec la réflexion faite autour de «L'école chrétienne en présence majoritaire d'enfants musulmans»⁴ qui montre à la fois l'impossibilité d'articuler un cours de religion catholique lorsque le public n'y «croit pas», l'impossibilité de parler «religieusement» de l'islam puisqu'il est interdit à l'école catholique de dispenser un

Comment concilier ces deux prépositions: ouvrir l'école à tous et rester fidèle à la politique de l'évangélisation active?

¹ SEGEC: Secrétariat général de l'Enseignement catholique.

² Charles Delhez, *Dimanche* du 3 novembre 2002 p 3.

³ Décret sur l'Apostolat des Laïcs, Concile Vatican II, cité dans le document.

⁴ Document de travail de l'inspection diocésaine de Malines-Bruxelles.

André Goldberg est membre du Bureau du CAL.

André Goldberg

La philosophie et les pouvoirs philosophiques

Unesco, dévouée au développement humain, incite à enseigner la philosophie. Notre enseignement correspond-il à cette recommandation? La réponse est négative. Et nos cadres juridiques et administratifs forment une telle impasse qu'aujourd'hui un changement ne peut être qu'une mise en cause des pouvoirs philosophiques.

La Déclaration de Paris de l'Unesco

«Nous, participants aux journées internationales d'étude "Philosophie et démocratie dans le monde", (...) constatons que les problèmes dont traite la philosophie sont ceux de la vie et de l'existence des hommes considérés universellement, (...). Considérons que l'activité philosophique, qui ne soustrait aucune idée à la libre discussion, qui

s'efforce de préciser les définitions exactes des notions utilisées, de vérifier la validité des raisonnements, d'examiner avec attention les arguments des autres, permet à chacun d'apprendre à penser par lui-même, (...). C'est pourquoi, en nous engageant à faire tout ce qui est en notre

L'activité philosophique permet à chacun d'apprendre à penser par lui-même.

René Descartes (gravure de Moret d'après Desfontaines, 1791).

pouvoir, dans nos institutions et nos pays respectifs, pour réaliser ces objectifs, nous déclarons que: (...) L'enseignement philosophique doit être préservé ou étendu là où il existe, créé là où il n'existe pas encore, et nommé explicitement "philosophie".

L'enseignement philosophique doit être assuré par des professeurs compétents, spécialement formés à cet effet, et ne peut être subordonné à aucun impératif économique, technique, religieux, politique ou idéologique (...). L'activité philosophique, comme pratique libre de réflexion, ne peut considérer aucune vérité comme définitivement acquise et incite à respecter les convictions de chacun, mais elle ne doit en aucun cas, sous peine de se nier elle-même, accepter les doctrines qui nient la liberté d'autrui, bafouent la dignité humaine et engendrent la barbarie»¹.

Cette importante déclaration, trop longue pour être citée *in extenso*, est remarquable parce qu'elle décrit la philosophie comme activité intellectuelle indépendante de toute autorité, mais aussi de tout «impératif» quel qu'il soit, ce qui est bien plus radical et exigeant (même un impératif financier n'est pas une excuse acceptable), et parce qu'elle ne réfère la philosophie à aucune valeur morale ou sociale, si ce n'est à l'activité philosophique, la liberté et la dignité humaine. Et encore cette dernière n'est définie ni par l'humanisme, ni par la démocratie². La philosophie y est donc défendue comme une activité véritablement indépendante de tout pouvoir.

Nous, laïques, pourrions reformer notre cercle en considérant que seuls ceux qui reconnaissent un magistère religieux divergent des recommandations de l'Unesco, le libre examen nous assurant d'une bonne conscience. Il me semble préférable de reformer le cercle de tous les citoyens démocrates: nous les laïques, nous pouvons aussi avoir des prises de position qui empêchent le changement, nous sommes donc un des pouvoirs philosophiques. La laïcité a une véritable capacité d'in-

fluence sur les questions philosophiques grâce au Centre d'Action Laïque et à certaines de ses associations membres. Cela nous oblige collectivement. Osons examiner nos responsabilités.

L'impossible statu quo

Près de la moitié des élèves suivant l'enseignement obligatoire sont scolarisés dans l'enseignement libre, dont le cours de religion ne correspond pas à la définition de la Déclaration de Paris. L'autre moitié est scolarisée dans l'enseignement public, mais une grande partie suit un des quatre cours de religion des communautés reconnues par la loi.

Dans certains cours se développe un enseignement de «philosophie pour enfants». Cette activité pédagogique est bien évidemment psycho-affective et n'est pas un enseignement méthodologique, historique et conceptuel d'une science humaine: l'aide à la maturation en reste la ligne directrice.

Si les dernières modifications du programme de morale³ du secondaire ont renforcé des «problématiques» philosophiques, ce cours reste un cours d'éducation morale. L'engagement sociétal par la compréhension et l'évaluation des problèmes sociaux y est même central, ce qui n'est pas la seule philosophie de la vie qui soit digne, nous le savons. Un tel cours ne doit donc pas être confondu avec un cours de philosophie.

Il faut dès lors conclure que notre Communauté française n'a pas de cours de philosophie dans l'enseignement obligatoire, et qu'elle ne respecte pas la Déclaration de Paris de l'Unesco.

Les voies du changement

Modifier la réalité extrêmement complexe d'un système d'enseignement ne peut être le résultat que d'un débat approfondi du législateur, qui aura mis en évidence les concertations possibles et qui voudra assumer

autrement ses responsabilités. Que le lecteur n'attende donc pas de moi des solutions pouvant faire l'unanimité, ni même des propositions fort élaborées. Ce lecteur attentif a également déjà compris qu'un changement introduisant un cours de philosophie indépendant des communautés philosophiques particulières ne peut se faire dans le cadre réglementaire actuel. Je me limiterai à la suggestion de quelques pistes en considérant que l'enseignement de la science humaine qu'est la philosophie requiert une formation déjà importante, un accès à des écrits quelque peu élaborés et une capacité d'expression argumentée orale et écrite, peut-être simple mais réelle. L'initiation à la démarche philosophique est certainement appréciable, mais les prérequis indispensables imposent de placer un véritable cours de philosophie à la fin de la scolarité obligatoire.

La question sociale est selon moi la plus délicate, car elle associe le respect des droits des travailleurs et la réunion des compétences adéquates. L'allourdissement de la grille horaire étant généralement exclu, une solution importante réside dans la mobilité des enseignants dont le poste requiert, sauf dérogation, un diplôme universitaire. Les professeurs de religion y sont en grande partie des professeurs de branches non religieuses, qui ont obtenu un diplôme complémentaire en sciences religieuses. Les professeurs de morale ne sont que dans une petite proportion des diplômés en philosophie, eux aussi sont donc pourvus de compétences permettant une réorientation vers des cours non philosophiques. Une réorientation que les directions d'établissement peuvent négocier avec tous, et un laps de temps sera sans doute nécessaire pour une mise en pratique des changements.

La question économique a été et reste pesante, mais la Déclaration de Paris est claire: les contraintes économiques ne doivent pas empêcher le développement de l'enseignement de la philosophie. Nous devons donc mettre en question l'emploi du temps actuel des élèves. Une solution est de limiter les cours philosophiques actuels à une partie de la scolarité obligatoire. Pour le ou les derniers cycles du secondaire selon les filières,

un cours de philosophie peut remplacer utilement les cours philosophiques, et l'impact budgétaire en sera de libérer des fonds pour d'autres objectifs, tel que la diffusion de livres pour la réhabilitation de l'écrit indispensable pour des prises de connaissance et des prises de position correspondant à un enseignement philosophique approfondi. L'écrit a été malheureusement complètement dévalorisé en même temps que les vieilles «humanités classiques», alors qu'il est un complément utile à la discussion pour une pleine affirmation de soi.

© AFP/Viollet

que «bagage» ou doctrine pour l'action sociale et la vie en société. En outre envisager une formation à la philosophie par groupes de conviction et de confession est contradictoire avec la finalité de ces groupes particuliers à être les témoins de leurs particularités.

La laïcité elle-même prétend à l'universalité d'une morale émancipée des magistères par sa référence au *laïos* grec et par sa revendication d'une fidélité à la morale commune attestée par l'ouverture d'esprit et la culture du débat critique⁴. Or l'histoire des idées montre que ce cours de morale actuel est un résultat obtenu par des actions militantes de groupes, par une volonté politique d'élus et par l'expertise de professionnels, qui sont autant d'élites comme nous disions dans le passé. De là résulte sa qualité sociétale, mais aussi sa particularité éducative et sociopolitique: l'insistance sur l'engagement social. Cette instance louable est également dictée aujourd'hui par le voeu de l'émergence de militants et de politiciens. Mais elle est donc contraire à l'indépendance, réclamée par la Déclaration de Paris, du cours à créer par rapport aux intérêts idéologiques des démocrates.

Par ailleurs, l'idée envisagée d'un contenu des cours philosophiques présentant les divers courants de pensée philosophiques et religieux est une solution de compromis entre ces pouvoirs philosophiques, plus favorables qu'hier à s'allier, surtout pour conserver leurs pouvoirs respectifs. Mais

cette idée consacre encore et avant tout ce cours à l'éducation morale, et surtout à des éducations particulières selon des courants de pensée identitaires.

L'introduction d'un cours de philosophie dans le secondaire me semble donc nécessiter un retrait important de prérogatives aux pouvoirs philosophiques. Seul le pouvoir législatif pourra décider cela, communautaire et fédéral si cela convient. La présidente du parlement de la Communauté française a déclaré l'autonomie d'aujourd'hui que le débat sur l'enseignement de la philosophie n'était pas clos. Espérons donc qu'il le sera un jour, et positivement.

Thierry Demblon

¹ Roger-Pol Droit, *Philosophie et démocratie dans le monde, Une enquête de l'Unesco*, préface de Federico Mayor, Paris, Le Livre de Poche/Editions Unesco, 1995, pp.13 et 14.

² Federico Mayor insiste sur cette indépendance de la philosophie et de la démocratie dans sa préface, *ibid.*, pp. 9 & 10.

³ Ce programme est disponible au Service général des Affaires pédagogiques, etc, de la Communauté française et sur www.restore.cfwb.be

⁴ La Ligue de l'enseignement résume parfaitement ce point de vue dans son périodique *Éduquer*, n°34, pp. 4 à 6, où elle s'exprime sur l'introduction de la philosophie dans le secondaire.

Thierry Demblon est docteur en philosophie à l'ULB.

Une condition essentielle de la candidature à l'Union européenne de la Turquie et d'Israël

La nécessaire institution du mariage civil

Il est probable qu'Israël pose sa candidature à l'Union européenne. On pourrait donc bientôt avoir à décider des perspectives d'adhésion d'un deuxième pays ne faisant pas traditionnellement partie de ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe.

Bien qu'Israël ait souvent repoussé les initiatives, jugées trop pro-palestiniennes, prises par l'UE en vue de restaurer la paix au Moyen-Orient, ce ne serait pas la première fois que des représentants d'organisations pro-israéliennes entreprendraient une démarche visant à voir reconnaître à Israël une qualité ou une vocation européenne. En octobre 1999 par exemple, David Harris, directeur exécutif de l'*American Jewish Committee*, écrivait dans

le *Herald Tribune* qu'«il était bientôt temps que le groupe des pays membres de l'UE aux Nations-Unies accepte Israël parmi ses membres».

Le processus maintenant tricentenaire –depuis l'Édit de Nantes et les Traité de Westphalie mettant fin aux guerres de religion, en passant par les révolutions américaine et française et les Déclarations des droits de l'Homme– qui vise à purger les différents codes de droit

civil des prescriptions de droit personnel et familial interdisant ou entravant les mariages mixtes interreligieux et a vu s'instituer le mariage civil constitue, avec le principe de séparation des Églises et de l'État, un des traits distinctifs essentiels de la civilisation européenne contemporaine.

Cette évolution, élément essentiel du concept de liberté de l'individu, impliquant celle de choisir librement son conjoint, éventuellement en dehors d'une appartenance confessionnelle héritée, constitue la pierre de touche à partir de laquelle on devrait juger l'admissibilité d'un pays candidat –bien plus que son caractère «chrétien»– car il est un des plus essentiellement constitutifs de l'identité de l'Europe moderne. Il devrait d'ailleurs être inscrit dans la constitution européenne en chantier.

Les dispositions légales visant à interdire, rendre impossibles ou entraver les mariages en dehors des confessions héritaires sont exactement celles qui font le mécanisme de formation des castes, groupes imperméables les uns aux autres, évoluant parallèlement sans jamais se rencontrer sinon pour s'affronter. Elles mènent inéluctablement aux pogroms et guerres de religion et aboutissent même à diviser en composantes ethnico-religieuses des peuples qui, au départ, n'en formaient qu'un comme on le voit en Yougoslavie, où en plus ou moins cinq cents ans un même peuple parlant la même langue s'est scindé en trois nations se haïssant mutuellement et perpétrant les unes sur les autres les pires atrocités.

Un gage de démocratie

L'institution du mariage civil en Israël représenterait sans doute l'amorce d'une dynamique pouvant à terme mener à une paix réelle et durable, tout en donnant à l'Europe des gages sur le caractère vraiment démocratique de l'État d'Israël. C'est seulement après en avoir constaté les résultats sur le terrain que l'on pourrait envisager l'admission d'Israël au nombre des pays membres de l'UE. Quant à la Turquie, la Constitution de Mustapha Kemal (1926) institue bien le mariage civil. Mais cette loi n'est pas réellement appliquée. En dehors des villes, au Kurdistan notamment, les minorités chrétiennes et alévitaines sont persécutées et une femme musulmane ne pourra épouser un non-musulman qu'au risque de sa vie et de celle de son conjoint.

En effet dans ce pays traditionnellement régi par la coutume et le droit canonique musulman (sharia), le code civil a eu, particulièrement dans les campagnes, des difficultés à s'imposer, tant en ce qui concerne ses prescriptions et implications concernant le mariage civil qu'à d'autres points de vue (propriété, héritage, partage des biens en cas de divorce, etc.).

Ainsi il est courant qu'un homme ayant civilement épousé sa première et seule épouse légale, épouse religieusement une ou plusieurs autres femmes, perpétuant ainsi la coutume polygamique. Depuis 1926, de telles unions ont non seulement été parfaitement admises par la société des campagnes mais elles ont souvent été préférées dans la mesure où le mariage civil accorde le droit de divorce à la femme, droit que la loi

islamique lui dénie et dont elle est d'ailleurs souvent ignorante, au point que sur la période couverte par une étude de Paul Sterling¹, 50% des unions seraient restées traditionnelles.

L'égalité des conjoints: un concept plus qu'une réalité

Le noeud du problème reste que le mariage d'une fille sans le consentement de sa famille étant traditionnellement impensable, il continue de l'être dans la majorité des cas, que ce soit dans le cadre du mariage traditionnel ou dans celui du mariage civil. D'après Burak Sansal², le mariage était traditionnellement conçu comme un contrat entre deux familles, contrat à la signature duquel les promis ne sont pas forcément présents, pas plus qu'à la cérémonie de mariage elle-même. La présence de la promise à ces événements y serait même considérée comme «immodeste». En milieu villageois, si une famille s'oppose au choix de leur fille, il ne reste au couple, d'après Burak Sansal, qu'à fuir le village.

Jusqu'à la fin des années 80, 63% des mariages dans les campagnes et 19% dans les villes, s'accompagnaient du versement d'une dot à la famille de l'épousée après vérification de la virginité de cette dernière (test de virginité). Ces tests de virginité furent interdits en 1999, suite au suicide de cinq jeunes filles, sauf sur ordre d'un tribunal dans le cadre d'une enquête criminelle, en cas de viol par exemple. La loi sur la discipline scolaire –permettant aux autorités scolaires, avec l'autorisation ou sur la demande de la famille de faire pratiquer un test de virginité sur les élèves suspectes de «comportement immoral»– ne fut cependant pas modifiée³.

Le «comportement immoral», et à plus forte raison la perte de la virginité, peuvent provoquer des réactions violentes de la part de la famille, pouvant aller jusqu'au «crime d'honneur». Ces meurtres sont punis par la loi mais d'après le code de 1926, le délai de prescription est réduit pour le meurtre d'un membre de la famille⁴. Les peines sont elles aussi souvent réduites⁵, comme dans le cas de trois frères d'abord condamnés à vie pour le meurtre de leur sœur qui ont vu leur peine réduite à douze et quatre ans. De tels crimes ont également lieu en dehors du territoire turc : voir l'affaire Naymiye

en France⁶ ainsi que le cas Fadime en Suède.

Bien qu'une nouvelle loi soit d'application depuis le 1^{er} janvier 2002, instaurant l'égalité complète des conjoints, la possibilité pour la femme de travailler sans l'autorisation de son mari,

Il semble
«urgent d'attendre»
que la Turquie
ait fait preuve
de sa capacité
à comprendre
et à admettre les valeurs
qui constituent le noyau
de l'identité
de l'Europe moderne.

¹ Turkish village, 1957-1994, Center for Social Anthropology, University of Kent, in www.era.anthropology.ac.uk

² www.allaboutturkey.com; site de promotion touristique très clair et bien fait.

³ Pénélopes, mars 2002, in www.sos-sexisme.org; voir aussi: www.info-turk.be

⁴ United Nations Press Release: Comité des Droits de l'Enfant, 27^e session, 23 mai 2001.

⁵ <http://pourinfo.ouvaton.org>, juin 2001.

⁶ www.monde-diplomatique.fr; juin 1997.

⁷ www.annova.com/news/story/sm_360529.htm

⁸ www.assemblée-nationale.fr/europe/rap-info;2002.

Jacques Huynen est anthropologue et orientaliste.

Jacques Huynen

L'entretien de Jean Sloover avec Réginald Dumont

Les kamikazes de l'Église

L'histoire de l'Église est une longue guérilla contre l'hérésie. Avec la théologie de la libération, le combat continue...

On le savait: les voies du Seigneur sont impénétrables. Mais quand même! Entre l'abbé Gabriel Ringlet qui soutient *mordicus* que la modernité laïque et la libre pensée figuraient en filigrane dans les Évangiles, d'un côté, et Monseigneur Lustiger qui, sans détour, accuse les Lumières d'être la source des totalitarismes nazi et communiste, de l'autre, il y a de quoi perdre son latin. Fût-il de cuisine... «*Divine variété des voix de l'Église*», écrit Robert Joly¹... Alors, tant qu'à faire, écoutons une autre de ces voix si déroutantes dont, depuis qu'il est en perte de vitesse, le catholicisme a le secret. La voix d'un «prêtre subversif». D'un adepte de cette fameuse «théologie de la libération» qui irrite tant la Rome réactionnaire de Jean-Paul II. Une parole «catho» sans doute—encore que...—mais ô combien plus audible et sympathique que les susurrements onctueux ou les anathèmes surannés. La voix d'un chrétien, d'un curé, certes, mais qui n'entend, lui, ne parler qu'au nom des sans-voix²...

Réginald Léandre Dumont, les prêtres, les évêques que vous évoquez dans votre livre, en quoi sont-ils subversifs? Le renversement de l'ordre établi auquel ils se consacrent—ou qu'ils sont censés poursuivre—est-il dirigé contre l'Église catholique romaine ou contre le système sociopolitique au cœur duquel ils exercent leur magistère?

«Tout se tient dans une société où règne une Église hiérarchique, inféodée aux puissants et indifférente à la souffrance populaire que suscite un ordre politique et économique inique».

Réginald Dumont: Les deux. On peut malaisément séparer le social, le politique, le civique, le religieux... Tout se tient dans une société où règne une Église hiérarchique, inféodée aux puissants et indifférente à la souffrance populaire que suscite un ordre politique et économique inique. Comment combattre l'un sans combattre l'autre quand les ecclésiastiques, plutôt que de s'attacher à répondre aux besoins criants des petites gens, contemplent exclusivement leur nombril en ne débattant que de messes et de sacrements?

C'est important, quand même, pour un clergé, les pratiques rituelles, non?

Important, oui, mais secondaire parce que ce que sacralisent les sacrements, ce sont les aspirations du peuple. À l'image du Christ qui était l'ami des putains, des voleurs, des démunis, l'Église doit s'ancrer dans l'existence quotidienne des humbles. Elle ne peut donc en aucun cas s'accommoder de régimes économiques ou politiques qui rendent cette existence misérable. La voie qui s'impose alors à elle est le changement social. Aussi, aujourd'hui, l'Église a-t-elle l'impérieux devoir de mettre le capitalisme en cause: la mondialisation néolibérale est anti-évangélique!

C'est une position révolutionnaire, ça!

Absolument! Il faut d'urgence une révolution et dans l'Église et dans la société!

Les pharisiens du dimanche

Une révolution, cela ne se fait pas en tendant la joue droite?

Par révolution, je n'entends pas nécessairement une insurrection armée violente, mais une transformation radicale, totale de la société et des mentalités.

La naissance d'un homme nouveau, quoi?

Les Occidentaux, décervelés, sont indubitablement séduits, embobinés par l'économie de marché capitaliste

qui assure à un certain nombre d'entre eux un réel bien-être matériel. Mais, du fait du matérialisme vulgaire et de l'individualisme forcené dont se nourrit le capitalisme, nous avons en même temps fortement régressé sur les plans spirituel, intellectuel et moral. À telle enseigne qu'il n'est plus possible, aujourd'hui, d'être authentiquement chrétien dans une société comme la nôtre. Ou, plus exactement, pour y vivre en conformité avec l'Évangile, il faut être politiquement engagé dans un projet de réforme radicale de la société et du monde. Être chrétien, ce n'est pas être baptisé, aller à la messe ou faire des gueuletons pour la communion des gosses. Ça, c'est de la superstition, du conformisme. Être chrétien, c'est être dans le monde, mener une vie basée non pas sur des habitudes sociales superficielles, sur la recherche du seul bien-être personnel, mais sur une quête permanente de la justice ici-bas.

Rome serait donc une alliée du capitalisme?

Évidemment! Voyez comme vit le Pape, comment vivent les évêques: comme des riches! C'est pourquoi ce qui est en jeu au niveau de l'Église est bien un changement absolu de mentalité des hiérarques catholiques romains: l'ecclésiologie officielle doit cesser d'être une dictature spirituelle pour se faire l'écho des justes réclamations plébées.

Mais comment accomplir ce beau programme sans violence?

Si tous les hommes qui exigent plus de justice, d'égalité, de fraternité sur cette Terre se mettent ensemble, cela fait déjà un sacré paquet de monde, vous savez! Ceux qui sont contre la guerre en Irak, ceux qui luttent contre la faim dans le Sud, ils sont minoritaires, selon vous? J'ai été missionnaire: il y a beaucoup d'hommes idéalistes sur cette planète. Que ce soit dans l'Église ou en dehors d'elle. Unis, ils peuvent renverser le cours des choses!

Dans votre livre, vous dressez le portrait d'une trentaine de prêtres

Le livre de Réginald Dumont est dédié à Che Guevara: «Un vrai combattant de la liberté». (Hasta siempre - Cuba, 1988). © M. Clerbois

subversifs de quatre continents: Europe, Asie, Afrique, Amérique latine. Il s'agit toujours de catholiques romains. Existe-t-il un mouvement comparable dans les autres courants de la chrétienté?

Bien sûr. L'amour des hommes est aussi présent dans le protestantisme, par exemple. Le changement viendra de tous ceux qui sont épris de justice, croyants ou non-croyants. J'aurais tant voulu être à Seattle...

Quel est le poids des prêtres subversifs dans le clergé catholique?

Cela dépend des pays. En Amérique latine, surtout au Brésil avec le Parti des Travailleurs, le PT, mais aussi en Argentine, au Chili, au Salvador, les prêtres subversifs jouent un rôle très important. Hélas, depuis son avènement, Jean-Paul II fait tout pour freiner, voire éradiquer, la théologie de la libération et les communautés ecclésiales de base. C'est à lui que l'on doit par exemple le remplacement de «l'évêque rouge», Dom Helder Camara, par Cardoso, un sinistre juriste qui avait usé sa soutane pendant un quart de siècle dans les bureaux du Vatican.

La croix et la kalachnikov

Pourquoi ce déchaînement de Jean-Paul II contre la théologie de la libération?

Catholique polonais issu d'une Église monarchique, hiérarchique et dictatoriale, il n'a, par atavisme, eu de cesse d'imposer ses conceptions théologiques moyenâgeuses à l'ensemble de la catholicité. La théologie de la libération ne pouvait donc que s'attirer les foudres de Rome: contrairement à la théologie officielle qui n'est que l'intelligence des Écritures, la théologie de la libération part du bas, s'édifie sur ce qu'inspire

à la conscience chrétienne la misère du peuple. Une démarche que Rome, qui a toujours exigé des croyants une obéissance sans faille tout en cignant pour son autorité spirituelle, ne saurait accepter.

Vous ne portez visiblement pas Jean-Paul II dans votre cœur?

C'est le pire pape du XX^e siècle!

Après ses purges, reste-t-il des prêtres subversifs?

La théologie de la libération est toujours bien vivante en Asie et en Amérique latine. En Europe, sous la coupe d'une Église sclérosée depuis deux millénaires, il n'y a pas grand-chose à espérer, même si je sais que beaucoup de membres du clergé pensent comme moi. Simplement, ils n'osent pas s'exprimer tant ils vivent dans la peur de l'Église, craignant de subir un sort comparable à celui de Monseigneur Gaillot démis par Rome de ses fonctions d'évêque...

Les choses pourraient-elles changer après Jean-Paul II?

Je crains que son successeur ne lui ressemble fort. Durant un quart de siècle, il s'est attaché à placer ses hommes à tous les postes-clés. Au point d'en arriver à désigner des évêques contre l'avis des évêques locaux: c'est en vain que Godfried Danneels s'est opposé à la nomination de Monseigneur Léonard... J'ai sincèrement peur que l'Église catholique subisse sous peu un nouveau schisme.

Quels rapports entretiennent les prêtres subversifs avec la pensée marxiste-léniniste?

C'est là, évidemment, le grand reproche de Rome: la théologie de la libération reprend, à cette pensée révolutionnaire, certaines de ses analyses économiques et sociales. Mais cela n'a rien de paradoxal: le communisme —que pratiquaient déjà les premiers chrétiens...— entend, lui aussi, donner priorité aux besoins des hommes.

Le marxisme-léninisme est néanmoins foncièrement athée?

Le marxisme-léninisme, le communisme des prêtres subversifs n'a rien d'orthodoxe. J'ai bien connu le Nicaragua sandiniste: le jour de la Vierge, le président Daniel Ortega portait sans état d'âme la statue de Marie...

Soit, mais vous dédicacez néanmoins votre livre, entre autres, à Ernesto Che Guevara qui n'avait rien, lui, d'un enfant de chœur...

Che Guevara était un grand homme. Un vrai combattant de la liberté.

Mais il avait du sang sur les mains?

Il est difficile d'éviter le sang dans des entreprises libératrices comme la révolution cubaine ou la guérilla en Bolivie. Même Jésus-Christ, qui a dit «je suis venu apporter le glaive et le feu», était un kamikaze. Par ailleurs, le Che était bien chrétien: lors du retour de sa dépouille à Cuba, une messe a été dite en sa mémoire dans la cathédrale de La Havane. Même Fidel Castro portait la croix lors de la prise de la Moneda avant de se heurter au conservatisme de l'Église.

Vous plaidez pour une Église populaire. Cela veut dire quoi?

Depuis des siècles, la papauté infantilise le peuple chrétien. C'en est assez! Il faut rendre la parole aux fidèles, accorder leur place aux pauvres. Vatican II a défini l'Église comme le peuple de Dieu, précisant que la hiérarchie catholique n'est que le serviteur de ce peuple. Or Jean-Paul II et ses hiérarques font le contraire de ce qu'a dit le Concile. En ce sens, je le dis: ce pape est hérétique! ■

¹ Libre pensée sans évangile, Éditions Labor/Espace de libertés, 91 pages.

² Les prêtres subversifs, Éditions Labor, Collection La Noria, 275 pages.

«L'Église a l'impérieux devoir de mettre le capitalisme en cause: la mondialisation néolibérale est anti-évangélique!».

La drogue dans tous ses États

Production, toxicomanie, activités mafieuses, corruption, financement du terrorisme, conflits armés, blanchiment mais aussi approche préventive, étude des législations en vigueur, etc.: le *Dictionnaire géopolitique des drogues* propose une lecture transversale du phénomène de la drogue ainsi qu'une minutieuse analyse au cas par cas de 134 pays.

Selon l'Observatoire géopolitique des drogues, aucun pays n'échappe au problème de la drogue. Sauf peut-être le Groenland. Et encore: il figure en blanc sur l'atlas mondial des stupéfiants simplement parce qu'il n'a pas été traité par l'OGD. Selon celui-ci, la Birmanie et l'Afghanistan sont les premiers producteurs mondiaux d'opium. Ce qui sans doute ne surprend personne.

Voilà le type d'informations, beaucoup plus détaillées en réalité, que propose le *Dictionnaire géopolitique des drogues*¹. Lequel fournit au final une très intéressante et très complète vision synoptique du phénomène du trafic de drogue: par une approche générale, d'abord, qui permet de situer la problématique

que dans son contexte politique, économique, social; par une lecture pays par pays, ensuite, en présentant un état des lieux en matière de filières criminelles, de consommation, de prévention et de répression. Ce qui constitue certainement l'un des centres d'intérêt de l'ouvrage puisqu'il ne se contente pas d'aligner des chiffres: productions de drogues, saisies, toxicomanes, gangs, argent blanchi, etc; il va bien au-delà en fournissant des indications sur la politique des États en matière de drogue (voir aussi encadré).

«Guerre à la drogue» et drôle de guerre

Ainsi que le souligne l'auteur, «dans chaque pays existent un ou plusieurs axes dominants en matière de

géopolitique des drogues². Dans les pays riches, les problèmes de consommation, et donc de politique en matière de toxicomanie, sont un enjeu majeur, à la fois interne, et dans leurs relations avec leurs voisins ou leurs partenaires. C'est le cas des Pays-Bas et de la Suède qui représentent les deux positions extrêmes -réduction versus tolérance zéro- dans l'Union européenne par rapport auxquelles doivent se définir les autres membres de cet ensemble. Mais en Italie, la lutte contre les organisations criminelles (mafias) et leurs alliées étrangères (albanaises, yougoslaves) font passer au second plan les problèmes posés par la toxicomanie. Il en est de même pour l'Espagne, principal point d'entrée de la cocaïne et du haschisch en Europe et où la criminalité locale (en particulier galicienne) est liée aux gangs colombiens et marocains (...). Dans certains pays du Tiers Monde, comme la Bolivie (cocaïne), le Yémen (khat), l'Afghanistan (pavot) ou la Côte d'Ivoire (cannabis), la problématique des drogues se pose à partir du poids économique des cultures illicites dans l'économie nationale tandis que, dans d'autres pays (Ukraine, Afrique du Sud), elle se définit à partir de la criminalité générée par le transit et la distribution locale des différents produits».

Le dictionnaire s'intéresse également aux grandes tendances géopolitiques adoptées par certains États à l'égard de la drogue, en particulier les États-Unis: «Depuis que Nixon a déclaré la première "guerre à la drogue", en 1971, politique amplifiée par les gouvernements de Reagan et de Bush (père, ndlr) que Clinton a été impuissant à infléchir, les États-Unis assurent le leadership mondial de la lutte contre le trafic des stupéfiants. Pourtant des doutes quant à la validité de cette croisade commencent à poindre au sein des élites américaines. Le film à grand spectacle *Trafic* de Steven Soderbergh, est à cet égard significatif. Cependant, l'élection de Georges W. Bush à la présidence des États-Unis ne permet pas encore d'espérer dans ce domaine de modification sensible».

Cette «guerre à la drogue» amplifiée par les événements du 11 septembre 2001 -qui ont «permis à Washington d'assimiler drogues et terrorisme»- ne manque cependant pas d'ambiguïté et d'hypocrisie, il convient de le souligner et de le répéter. L'auteur cite entre autres le cas du Pérou où l'un des «protégés des États-Unis», l'ancien président Fujimori a été destitué à la suite d'un scandale «impliquant un de ses plus proches conseillers, responsable notamment de la lutte anti-drogue. Ce dernier, bien que fortement suspecté d'être lié au trafic de drogue, avait gardé le soutien de

la CIA et de l'ambassade des États-Unis au Pérou».

Protections officielles et nouvelles menaces

L'Europe entretient aussi des relations avec certains pays producteurs ce qui ne signifie pas qu'elle cautionne des trafics dont elle n'a peut-être pas connaissance mais qui appelle à la vigilance: «En ce qui concerne par exemple l'Afrique, l'attitude d'anciennes puissances coloniales -France-Royaume-Uni, Espagne, Portugal- est loin d'être toujours aussi ferme avec certains gouvernements du continent impliqués dans les trafics. Pour ne pas parler de la complaisance dont elles font preuve à l'égard de centres de blanchiment comme Jersey pour le Royaume-Uni ou Saint-Marin pour la France et les Pays-Bas». La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne sont évidemment pas en reste: l'argent n'ayant de toutes façons pas d'odeur, ces deux institutions financières ne se posent pas trop de questions sur «l'origine des fonds qui permettent à certains pays de payer leur dette extérieure».

Dans le même ordre d'idée, certains États européens font mine de ne pas voir «les protections officielles dont bénéficie la culture de cannabis au Maroc». La raison en est simple.

Cette culture contribue «largement à l'équilibre économique du pays (...) on considère en outre qu'une mise en cause du régime sur ce plan serait susceptible de le déstabiliser et de faire le jeu des islamistes». Cela dit, dans de nombreux pays, les législations tendent à s'assouplir en matière de consommation de cannabis. Revers de la médaille: «Ces ambiguïtés et ces contradictions sont non seulement un obstacle à la lutte contre la grande criminalité dans le domaine des stupéfiants mais elles peuvent être elles-mêmes à l'origine de nouvelles menaces (...). Aucune autre activité illicite n'étant aussi lucrative, le trafic des drogues a accru la capacité de nuisance des organisations criminelles qui s'y livrent, notamment leur pouvoir de pénétrer les structures économiques et politiques de certains États». La lutte contre cette criminalité ne constitue qu'une facette d'un phénomène très complexe au demeurant qui appelle des réponses nuancées qui ne peuvent être circonscrites dans le seul champ policier, répressif.

Sergio Carrozzo

Mode d'emploi

Pratiquement, cet ouvrage unique en son genre permet d'apprécier la place d'un pays dans le système des drogues d'un seul coup d'œil jeté sur les tableaux de données standardisées en tête de chapitre: niveau de la production, de l'usage, des différentes substances, importance des mafias, de la corruption des institutions de l'État, etc. Une quarantaine de cartes permettent de visualiser les principales zones de productions illicites, l'implantation des laboratoires, les routes de la drogue et jusqu'aux centres de stockage et de distribution. Les grands pays producteurs comme l'Afghanistan, la Birmanie, la Colombie, le Mexique, le Maroc font l'objet de développements très complets et précis parfois sur plusieurs pages. Il en va de même pour les grands pays de consommation:

planète? Quel est le nom et la fonction des généraux birmans impliqués dans le trafic de drogues? Pourquoi les cultures de cannabis en Afrique sub-saharienne constituent-elles une menace pour l'autosuffisance alimentaire de nombreux pays? Les réponses à ces questions ainsi que les informations et les analyses du dictionnaire proviennent de plus de septante enquêteurs de terrain indépendants et elles ont été passées au crible par des spécialistes des régions concernées et confrontées à des données provenant de sources officielles. Elles sont également enrichies par de nombreuses sources écrites -livres, études universitaires, rapports-souvent peu accessibles au grand public ou inédits.

S. C.

¹ Alain Labrousse, *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, Bruxelles, 2002, 808 pages, 90 ₣.

² L'auteur définit la géopolitique comme «l'étude des conflits de pouvoir pour contrôler des territoires, les richesses qu'ils recèlent ainsi que les hommes qui les produisent».

L'argent n'ayant de toutes façons pas d'odeur, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne se posent pas trop de questions sur «l'origine des fonds qui permettent à certains pays de payer leur dette extérieure».

Non des dieux, mais la fraternité

«Non des dieux, mais la fraternité», belle formule que Jacques Rifflet fait sienne dans l'émission *Noms de dieux* d'octobre 2001, maintenant retranscrite dans la collection qui a pris le même nom.

Jacques Rifflet y expose sa vision de la spiritualité laïque. Sa conviction est qu'«on ne peut pas aban-

«On ne peut pas abandonner aux religions le concept de spiritualité».

les pensées de l'immanence, tout en contestant qu'il y ait franche opposition entre les deux.

Grand connaisseur des religions orientales, il insiste sur le bouddhisme «En Inde, la laïcité a germé presque de source de la simple décantation du religieux... Le bouddhisme est donc né philosophie, profitant de cette faille ouverte par des commentateurs devenus non croyants». Mais Jacques Rifflet demeure lucide. Parlant notamment du bouddhisme, du confucianisme et du taoïsme, il constate que ces philosophies «sont toutes retombées dans le religieux».

On ne trouvera pas ici -du fait de l'origine audiovisuelle des propos d'exposé systématique de la spiritualité laïque ou de tentative de réfutation du matérialisme. C'est plutôt une illustration de la méfiance d'une partie des laïques (dont je ne suis pas) à l'égard de celui-ci. Jacques Rifflet veut être spiritualiste tout en se raccrochant aux philosophies de l'immanence. Jacques Rifflet adhère à la phrase de Bouddha: «Les dieux n'existent que dans l'imaginaire des hommes» et il ne saurait y avoir de confusion dans sa pensée.

Cependant, même si le fond du problème n'est probablement pas là, la distinction qu'il établit entre les religions «à l'intérieur de leur propre espace de vie», où elles sécrètent «réellement une tendance à la paix entre leurs fidèles» et «l'extériorisation des religions» qui, elle, «est rarement sereine» l'amène à idéaliser une religion des origines, c'est-à-dire le message de Jésus ou du Bouddha. Un prophète exécuté après peu de temps ne peut avoir créé une structure oppressive mais celle-ci peut avoir grand besoin de personnages fondateurs qu'elle est la première à idéaliser. L'intérieur et l'extérieur sont parfois très proches.

donner aux religions le terme, le concept de spiritualité. La prétention des religions à accaparer «l'esprit» m'agace fort» en faisant référence à «une certaine maçonnerie qui se veut École de spiritualité». En fait, aux religions de la trans-cendance, Jacques Rifflet préfère

Patrice Darteville

Quoi de neuf? Voltaire!

On connaît la formule, courante chez les gens de théâtre: à la question quasi mécanique - «Quoi de neuf?», on s'entend fréquemment répondre: «Molière!» en traditionnel hommage à l'éternel auteur.

Je me suis dit pareil en prononçant Voltaire après la lecture -oh! combien tonique et même jubilatoire! de la petite plaquette (moins d'une centaine de pages) qu'André Versaille vient de publier. Toujours pertinent, François Marie Arouet; plus que jamais contemporain!

La vision critique qu'il a de la justice de son temps, ravivée à l'occasion de la fameuse affaire Calas, le motive dans cette démarche qui fera de lui le premier intellectuel engagé au sens moderne.

La voie était ainsi ouverte à Zola et tant d'autres au XX^e siècle, d'ailleurs avec des bonheurs divers... C'est ce Voltaire-là que retiendra la postérité bien davantage que l'auteur de *La Henriade* ou d'un théâtre «plus joué sinon injouable», écrit Versaille avec lucidité.

Car notre auteur est sans complaisance pour le grand homme qu'il connaît par cœur, admirable par son combat contre l'*Infâme*, entendez le christianisme d'alors, intolérant, fanatique, fondamentaliste dirions-nous aujourd'hui, mais capable aussi de petitesses bien humaines.

Paul Danblon

André Versaille, Voltaire, un intellectuel contre le fanatisme, La Renaissance du Livre. *Dictionnaire de la pensée de Voltaire par lui-même*, textes choisis et édition établie par André Versaille, Complexe.

À ne pas manquer *La Pensée et les Hommes*

Dimanche 9 mars - 9h45 sur La Une «Voltaire, avocat du genre humain», Jacques Lemaire, André Versaille et Paul Danblon. Rediffusion le 15/03 sur La Une à 10h20.

Fascinants Aztèques!

Olmèques, Toltèques, Aztèques... C'est le tiercé dans l'ordre de ces civilisations précolombiennes mises en scène à Londres.

À la Royal Academy of Arts de Londres*, un ensemble unique tente de mettre de l'ordre dans nos poncifs en rendant au célèbre soleil aztèque son véritable éclat.

Une menace pour l'Église

Limitée dans le temps historique (des environs de 1300 à la -catastrophique- arrivée des envahisseurs espagnols en 1521), la civilisation aztèque a pourtant laissé des traces d'une ampleur tout à fait étonnante.

Même les destructions massives et quasiment systématiques des œuvres et monuments organisées par les colons au nom de l'éradication des images païennes, n'ont pu supprimer l'histoire aztèque, ses idoles zoomorphiques et autres divinités épouvantables...

Mais, pour les «soldats de la Foi», il s'agissait plutôt de voler l'or, tout l'or de l'Eldorado, ce métal jaune si précieux aux grands -et moins grands- esprits!

Une autre raison, plus complexe, explique aussi ce qui tint de l'holocauste rageur. Ce qui motiva les colons européens (et avant l'armée espagnole, les moines franciscains,

non violents mais sans doute aussi plus hypocrites...), c'était cette inquiétude, due précisément à l'étendue, à la complexité et à la force d'un système aztèque aussi puissant que sophistiqué. À la fois social, religieux et militaire, basé sur une hiérarchie

qui n'avait rien à envier à la toute-puissante Espagne du *siglo de oro*, l'empire aztèque fut immédiatement considéré comme un danger pour l'infalibilité autoproclamée et la «supériorité naturelle» de l'Occident chrétien.

Énigmatique et sauvage

Pourvu d'une seule forme d'écriture (idéographique) et basé sur une cosmogonie très complexe axée sur les mouvements du soleil, le monde aztèque est depuis toujours une énigme.

Notre compréhension s'est cependant améliorée, ces dernières années, grâce aux découvertes faites lors des fouilles pharaoniques du célèbre *Templo Mayor* près de la capitale, Mexico.

Les quelque 380 objets exposés à la Royal Academy of Arts incluent dès lors bon nombre de pièces trouvées lors de ces fouilles, et jamais sorties du fabuleux Musée anthropologique de Mexico. Nombre d'objets proviennent aussi de grands ensembles publics et privés, européens et américains.

L'exposition s'ouvre par le rappel des sources d'inspiration antérieures, religions et artefacts, des antiques cultures de Teotihuacan et des Toltèques de Tula. Mais si la civilisation aztèque proprement dite prend sa source vers 3500 avant J-C. (elle a donc été, grâce aux fouilles contemporaines, «vieillie» de... 2000 ans!) la majeure partie de l'ensemble londonien évoque l'âge d'or de l'Empire aztèque à partir de 1325, date de l'établissement à Tenochtitlan (aujourd'hui Mexico City) jusqu'à l'effondrement de 1521.

L'impressionnante évocation du grand temple de Tenochtitlan, centre physique mais aussi symbolique du monde aztèque, est l'un des points forts de l'exposition.

De nombreux objets rituels ont été trouvés sur le site. L'extraordinaire et terrifiante figure en terre cuite du seigneur de la Mort, Mictlantecuhtli, pour la première fois sorti du Mexi-

que, et le monumental homme-aigle guerrier -une pièce connue mais qui fait toujours son petit effet!- sont deux autres pièces aussi énigmatiques qu'inquiétantes, attestant toute la sauvagerie hallucinatoire et brutale du monde aztèque...

De fabuleux artisans

Fort heureusement, les Espagnols n'arriveront pas à démolir tout le patrimoine aztèque. Les anciens Américains eurent en effet le temps d'enfouir très profondément dans le sol certains de leurs plus beaux joyaux.

Les Aztèques, guerriers sanguinaires, c'est pour l'iconographie européenne classique. Travailleur tant la pierre que la plupart des matériaux existants, les Aztèques furent peut-être, et avant tout, de somptueux artistes et artisans qui excellé- >

Homme-aigle, terre cuite, stuc et peinture (Mexico)

* Jusqu'au 11 avril 2003: Royal Academy of Arts, Burlington House, Piccadilly. Ouvert de 10h à 18h, 22h le vendredi. Prix de £10 qui inclut un audioguide. 10% des ventes reviennent aux autorités mexicaines pour la préservation et la promotion du patrimoine. Visitez le site web <http://www.wayahead.com> mais aussi www.aztecs.org.uk

rent autant dans l'art de la céramique, des plumes et du bois, que dans celui des mosaïques faites de turquoise, et bien sûr dans le travail de l'or et des autres métaux précieux. Le moindre des mérites de l'ensemble londonien n'est pas de nous faire comprendre l'importance de ce cosmos improbable, doté de nombreuses divinités aux noms imprononçables, mais aussi de la signification du culte royal, de la guerre et des sacrifices humains comme partie du cycle de la vie et de la mort. La magistrale connaissance des mondes d'en bas, animal et végétal, typique des Aztèques, est bien sûr aussi évoquée.

Mention spéciale, enfin, pour ces mystérieux codex, sortes de manuscrits dont les Aztèques se servaient pour enregistrer leur histoire et communiquer l'information. C'est la première fois qu'un nombre aussi important de ces extraordinaires documents sont exposés conjointement: leur fragilité a toujours dissuadé les Mexicains de les laisser voyager. ■

Olivier Swingedau

Xilonen - terre cuite et peinture (Mexico).

Franc-maçonnerie

Deux «romans initiatiques»

Les livres traitant de la franc-maçonnerie ne manquent pas, au contraire, mais ceux qui les abordent le font généralement pour y trouver la ou les réponses aux questions qu'ils se posent sur une institution réputée pour son caractère discret. En d'autres mots, le lecteur potentiel de ces ouvrages en attend une information par définition scientifique.

C'est dire que les romans n'y sont pas légion. Or, voici que paraissent, fin 2002, deux œuvres littéraires émanant d'auteurs aux parcours bien différents: l'un Jacques Palange, ayant écrit beaucoup de poésies, des contes pour enfants surtout, et quelques nouvelles; l'autre, Luc Nefontaine, a signé une bonne dizaine de titres quasi tous consacrés à diverses approches de

la franc-maçonnerie.

Le premier décrit le parcours d'un dentiste de province, vivant dans un bourg proche de Namur, laïque tolérant de naissance encore que sans engagement bien précis, qui se découvre progressivement une sensibilité philosophique et politique de nature à l'orienter vers l'initiation maçonnique. L'époque, il est vrai, conduit les hommes à se chercher, puis à s'affirmer dans un sens ou dans l'autre: elle nous conduit de 1933 à l'immédiat après-guerre.

Luc Nefontaine, pour sa part, imagine, dans les temps que nous vivons aujourd'hui, un jeune informaticien parisien qui, intrigué par le contenu d'une lettre ouverte par mégarde, s'intéresse -fort peu- au rosicrucisme, rencontre des francs-

maçons, en découvre parmi ses proches, débat avec eux de tout ce qui lui paraît poser problème, surmonte ses réticences et finit par se retrouver membre d'une loge maçonnique, au travers de multiples avatars dont certains fort dramatiques.

Pour l'un comme pour l'autre, l'aventure n'est donc pas sans dangers: il est permis de penser que tous les candidats francs-maçons ne connaissent pas les mêmes épreuves...

On gardera de ces deux livres le souvenir d'une lecture agréable et, pour le second, d'une information assez complète sur une société fort diverse.

Mais, ce sont bien des «premiers» romans! ■

Jean Charlier

Jacques Palange, *Les pièces creuses*, éd. Éole, La Roche-en-Ardenne, 144 pages, 16 €.
Luc Nefontaine, *Histoire de frères*, éd. Desclée de Brouwer, 255 pages, 19 €.

Voici comment Jean-Pierre Deneuve, un des instigateurs de l'exposition s'adressait aux artistes en 2001 à la Galerie Koma à Mons: «La proposition peut paraître morbide, divagation apocalyptique. Elle ne l'est pas. Elle rejoint l'académisme du *memento mori* des temps passés. (...) Vous m'avez compris, je vous propose d'explorer encore une fois l'univers de la "vanité" ou "nature morte" en plaisanterie "formidable" aux siècles de non-sens qui persistent à s'annoncer».

Plaisanterie déjà, que ces *dances macabres* du XIV^e siècle, dans lesquelles des squelettes décharnés entraînaient, au son du fifre et du tambourin, le pape et l'empereur, le chevalier et le paysan, le juif et le maure; stoïque ou fanfarón, nul n'échappait alors à la ridicule sarabande des transis serpentant sur le mur des cimetières. Certes, il fallait conjurer, en cette fin de Moyen Âge, ces épidémies de peste ravageuses qui semblaient enfin égaliser -par la mort- les terribles inégalités sociales. La mort ricanante pouvait ainsi passer pour une amie fidèle, complice indispensable de la maladie, de la vieillesse et de la guerre.

Car la mort, depuis la nuit des temps, fait peur et lui donner une silhouette à défaut d'un visage était une des façons de l'amadouer. Mais comment tricher avec cette camarade fauchueuse, maîtresse absolue d'un jeu dont elle possède tous les atouts?

L'historien Philippe Ariès a démontré cette mutation fondamentale que représente le Moyen Âge durant lequel l'homme prend conscience de ce qu'il appelle «la mort de moi».

La Renaissance se révoltera contre cet univers par trop macabre, se défendant de certaine vision matérialiste frustre dans laquelle l'âme, les anges et Dieu lui-même naissaient de la matière comme autant de vers sur un fromage!

Avec le temps, la caricature céda le pas devant les subtilités allusives de la «nature morte» dont nos contrées développèrent, avec bonheur, le genre au XVII^e siècle. Les deux principaux protagonistes, le mort et le vif, disparurent du champ de la composition, on ne vit plus de jeune fille contemplant son reflet squelettique dans le miroir, ni de cavaliers apocalyptiques, ni de farandoles de tibias entrechoqués. La «nature morte» au sens littéral du terme mit en représentation une scène appa-

Vanité des vanités à Tournai

Amadouer la mort

rement paisible, ici quelques bijoux, là une pipe éteinte, ou encore un jeu de cartes ou un bouquet de fleurs survolé par un papillon. Mais, nonchalamment posé sur le coin de la table, trône le crâne éclairé par la flamme vacillante d'une bougie: ici tout est symbole, celui du temps qui fuit inexorablement, celui de la jeunesse éphémère et de sa beauté fugace, celui des richesses terrestres bien inutiles dans l'au-delà ou encore celui des vains passe-temps.

«Vain tout ceci? À quoi bon? À quoi bon continuer? À écrire, à créer...» poursuit Jean-Pierre Deneuve, qui a voulu avec ses deux complices, Jacky Legge (directeur de la Maison de la Culture de Tournai et... spécialiste des cimetières) et Francis Feidler (directeur de l'Institut d'Art contemporain d'Eupen), ressusciter le genre par le biais d'une série de manifestations évolutives voyageant du crâne à la nature morte. Plus

À la question posée par Jean-Pierre Deneuve: «Pourquoi, dans les dictionnaires, le mot mort figure-t-il avant le mot naissance?», «Parce qu'il faut d'abord mourir pour renaitre», répond Michèle Grosjean. ■

Ben Durant

Vanité des Vanités, Maison de la Culture de Tournai, Boulevard des Frères Rimbaut, 7500 Tournai. Jusqu'au 17 février 2003. Tél.: 069.25.30.70. Ouvert: du mardi au vendredi de 10h30 à 18h. Le samedi de 10h30 à 16h et le dimanche de 14 à 18h.

«Il poussa le squelette qui se mit en mouvement - Pauvre vieux! Je me suis souvent demandé qui il était de son vivant». John Ross Macdonald